



**Attac**

# Ce qui dépend de nous

*Manifeste pour une relocalisation  
écologique et solidaire*

ONT CONTRIBUÉ À CET OUVRAGE

CHRISTOPHE AGUITON • GENEVIÈVE AZAM • MARIE-HÉLÈNE BACQUÉ  
• ISABELLE BOURBOULON • VALÉRIE CABANES • AMÉLIE CANONNE •  
FANÉLIE CARREY-CONTE • LÉO CHARLES • MAXIME COMBES • THOMAS  
COUTROT • ALEXIS CUKIER • LAURENCE DE COCK • TXETX ETCHEVERRY  
• GUILLAUME FABUREL • MALCOLM FERDINAND • NATHALIE FERRÉ •  
JEAN-BAPTISTE FRESSOZ • MAGALI FRICAUDET • JEAN GADREY • SUSAN  
GEORGE • NICOLAS GIROD • NICOLAS HAERINGER • JEAN-MARIE  
HARRIBEY • CLAIRE HÉDON • FLORENCE JANY-CATRICE • PIERRE  
KHALFA • MATHILDE LARRÈRE • HERVÉ LE CROSNIER • CHRISTIANE  
MARTY • DOMINIQUE MÉDA • DOMINIQUE PLIHON • BENOÎT ROUGELOT  
• JULIETTE ROUSSEAU • CLÉMENT SÉNÉCHAL • PABLO SERVIGNE •  
MARISTELA SVAMPA • AURÉLIE TROUVÉ • EGOITZ URRUTIKOETXEA •

Éditions les liens qui Libèrent

## Table

Introduction	7
Chapitre 1. Une crise qui ne tombe pas du ciel	15
<i>Une maladie du Capitalocène, 15 – Une mondialisation hasardeuse, 17 – Un effondrement qui vient de loin..., 19 – ... et qui n'est pas le dernier, 20 – La stratégie du choc, encore et toujours, 22.</i>	
Chapitre 2. Prendre soin	25
<i>Un revenu, un emploi, un logement décents pour chacun-e, 25 – Refonder les services publics: par et pour le care, 28.</i>	
Chapitre 3. Les gestes « barrière » contre le monde d'avant	33
<i>Repenser les besoins, 34 – Sauver les entreprises: oui, mais!, 36 – Planifier la (dé)croissance, 38 – Reconvertir l'insoutenable, 39 – Socialiser les grands groupes, 41.</i>	
Chapitre 4. Décider et vivre au pays	43
<i>Retrouver des racines, 44 – Respecter les limites, 46 – Dégonfler les métropoles, 48 – Sortir du tout-béton, 49 – Se nourrir autrement, 51.</i>	

Chapitre 5. Un nouvel ordre mondial	55
<i>Redéfinir les règles de la concurrence, 55 – Renouer avec la solidarité mondiale, 60 – Europe: désobéir pour reconstruire, 63.</i>	
Chapitre 6. Trouver l'argent n'est pas magique	67
<i>C'est la lutte fiscale!, 68 – Vers une finance démocratique, 70.</i>	
Chapitre 7. La démocratie, une question vitale	73
<i>La démocratie renaît du local, 74 – S'appuyer sur l'expérience des personnes discriminées, 77 – Délibérer sur l'après-Covid, 78 – Reprendre la rue et l'initiative, 81.</i>	
Conclusion	85
Notes	89

## Introduction

À l'été 2019, la Sibérie et l'Amazonie brûlaient littéralement. En janvier 2020, c'était l'Australie: en quelques jours, 10 millions d'hectares et plus d'un milliard d'animaux sont partis en fumée. Alors que nous sommes encore loin d'être sortis de la pandémie de Covid-19, la question n'est pas de savoir quand de nouvelles catastrophes se produiront, puisqu'elles sont déjà là, mais sous quelles formes elles affecteront nos vies. Canicules meurtrières? Disettes régionales ou mondiales? Nuées radioactives? Effondrement d'Internet et des réseaux d'énergie? Feux de forêt encore plus ravageurs? Pandémies encore plus dévastatrices?

L'espoir, c'est que rien n'est écrit d'avance. La crise sanitaire actuelle le montre: la vie peut l'emporter – au moins provisoirement – sur la logique d'une économie tout entière tournée vers la rentabilité financière. Emmanuel Macron, Xi Jinping, Donald Trump ou Boris

Johnson ont dû décider, complètement à contre-courant des politiques qu'ils mènent et par crainte des réactions populaires, de stopper la croissance, de suspendre les transports aériens et le commerce mondial, de débloquent des milliers de milliards, de bouleverser temporairement les modes de vie. Dans les affaires humaines et collectives, quand on veut, on peut: cette leçon est apprise, nous ne l'oublierons pas.

Le choc de la pandémie doit alerter les habitant-e-s de la Terre sur la fin d'un monde, ce soi-disant «nouveau monde» qui n'est que destruction sans limite de la planète pour entretenir une croissance infinie de la production, de la consommation et des profits.

Cette alerte, il faut lui apporter une réponse à sa hauteur. En déclarant que «déléguer à d'autres notre alimentation, notre protection, notre capacité à soigner, notre cadre de vie, est une folie», Emmanuel Macron a fait mine de jeter aux orties le credo néolibéral selon lequel les régulations publiques doivent servir le marché, tandis que la concurrence et le commerce mondial garantissent la prospérité générale.

Pourtant, on ne les voit que trop venir, leurs «mesures de rupture»: accélérer encore la privatisation du monde, la restriction des libertés, le contrôle numérique, l'automatisation de tout, la déraison scientifique, la mainmise sur les ressources naturelles, la relégation des classes populaires, l'urbanisation sans limite... Et, pourquoi pas, s'emparer de l'idée *a priori* attrayante d'un «Green New

Deal» et d'un protectionnisme européens pour mieux reconduire au sein de l'Union européenne (UE) un productivisme repeint en vert, instrument d'une compétitivité et d'une rivalité accrues entre blocs continentaux. Bref, tout changer pour que rien ne change.

Or la vraie «folie» dont il nous faut guérir, ce n'est pas seulement celle de la mondialisation du commerce et des investissements, c'est plus profondément celle du tout-marché, qui détruit le travail, la Terre et la vie. Un système du tout-marchandise où des citoyen-ne-s supposément libres doivent en fait «déléguer à d'autres» – les propriétaires de capitaux – l'organisation et les finalités de leur travail et de leur existence; «d'autres» qui, le plus souvent, ne cherchent qu'à maximiser leurs profits, quoi qu'il en coûte au reste des humains et à la nature. C'est la folie du capitalisme qui cherche à échapper à tout contrôle, désagrège la société et dévaste la biosphère. C'est la folie du productivisme qui a subordonné le vivant à l'accroissement de la production. C'est la financiarisation de l'économie et de nos vies. C'est la destruction progressive de tous les contre-pouvoirs collectifs.

Le remède ne réside pas dans un État tutélaire, omniscient et autoritaire qui nous «protégerait» des étrangers, ni dans un capitalisme vert dopé à la high-tech et au consumérisme «smart», mais dans la construction de communs à toutes les échelles, du local au global, pour que la démocratie, à la fois outil et finalité du

vivre-ensemble, progresse dans toutes les sphères de la vie économique et sociale.

Il ne faut pas compter pour cela sur nos «premiers de cordée». Les soudaines déclarations d'amour des grands capitaines d'industrie pour l'écologie et la solidarité sont indécentes. Les mouvements sociaux et altermondialistes travaillent depuis plus de vingt ans à concevoir et à expérimenter des alternatives: elles sont aujourd'hui mûres, crédibles et radicales, mais il va falloir les partager et les bonifier avec le plus grand nombre pour les imposer aux dominants. Voilà ce qui dépend de nous.

Bien avant la pandémie, les groupes dirigeants avaient fait sécession: ils se détachaient des valeurs démocratiques et du libéralisme politique, banalisant l'état d'urgence, réprimant de plus en plus durement les protestations. Avec le reflux de la mondialisation, ils miseront encore davantage sur une rhétorique martiale (la «guerre sanitaire») et identitaire. Le traumatisme de l'épidémie pourrait renforcer les extrêmes droites et la politique de la peur. Néolibéralisme et ultra-capitalisme autoritaire se rejoignent déjà, justifiant au nom de la santé publique la surveillance électronique généralisée, la stigmatisation des personnes d'origine étrangère ou minoritaires comme potentielles porteuses de virus ou réfractaires aux mesures sanitaires, le soutien aux «champions» nationaux ou continentaux dans la guerre économique... La prédation des ressources naturelles, notamment dans le Sud, si nécessaire au mode de vie

des populations les plus riches, ne pourra qu'exacerber les conflits dans un monde fragmenté.

Pendant le confinement, les émissions de CO<sub>2</sub>, pollutions et nuisances en tout genre ont chuté: les vivant·e·s se sont mis·e·s à mieux respirer. Pourtant, la débâcle économique n'est pas un remède durable au changement climatique ni à l'effondrement de la biodiversité. Et une relance aveugle pour «revenir à la normalité» rattrapera rapidement les tonnes d'émissions évitées. Le confinement a exacerbé les inégalités – entre celles (car ce sont majoritairement des femmes) qui doivent tenir les professions essentielles à la vie et ceux qui peuvent télétravailler, entre celles qui sont surchargées par les tâches ménagères et le suivi des enfants confinés et ceux qui peuvent vaquer à leurs occupations, entre les habitant·e·s des centres-villes ou des banlieues chics et ceux des quartiers populaires quadrillés par la police, entre les salarié·e·s encore couverts par la protection sociale et les précaires laissé·e·s à l'abandon, entre ceux disposant d'outils numériques et les maîtrisant et les laissés-pour-compte, entre la métropole et l'outre-mer, entre le Nord et les Suds. En même temps, dans les campagnes et les quartiers, ancrées dans les réseaux associatifs et de sociabilité, ont émergé d'innombrables initiatives de solidarité et d'entraide qui préfigurent les mondes de demain.

Rédigé à partir de multiples contributions de chercheur·se·s et de militant·e·s, ce Manifeste traduit

la force de proposition des mouvements sociaux, qui aujourd'hui mettent en débat de véritables solutions, appuyées sur la recherche scientifique et les expérimentations sociales. Ces alternatives sont fondées non seulement sur la relocalisation de l'économie – objectif désormais incontournable, bien que ses formes et ses implications restent ambiguës –, mais aussi sur la redéfinition des richesses (qu'est-ce qu'une bonne vie? que voulons-nous vraiment produire, et comment?), leur redistribution (quel partage? quels sont les niveaux d'inégalité acceptables?), la démocratisation de la démocratie (comment ne plus «déléguer à d'autres» le cours de nos vies et faire refluer les inégalités, le patriarcat et le racisme?), la réinvention de nos relations à la Terre et au vivant (comment vivre avec, et non plus contre? comment faire corps, et non plus masse?), la refondation de la coopération internationale (comment décolonialiser nos rapports aux populations pauvres, au Sud comme au Nord, pour que chacun·e puisse bien vivre?).

Il nous faut décider collectivement où et comment nous voulons atterrir. La démarche proposée par Bruno Latour – «imaginer les gestes “barrière” contre le retour à la production d'avant crise<sup>1</sup>» – mérite d'inspirer nos réflexions et nos initiatives: quelles activités voulons-nous délaissier, redémarrer, transformer ou inventer? Quelles ressources pouvons-nous trouver pour que cette reconversion écologique, seule compatible avec

la poursuite d'une vie véritablement humaine sur terre, améliore les conditions de vie, de santé et de travail des populations? Comment réorganiser nos activités productives et nos rapports politiques à l'échelle locale, nationale et internationale pour faire prévaloir la solidarité et la vie?

Les grandes crises peuvent parfois déboucher sur des changements profonds et positifs. Mais tout dépend des luttes et des pratiques sociales. Après l'épidémie de choléra de 1832 – 100 000 morts en France, une mortalité différentielle qui avait décimé les quartiers populaires et épargné les plus riches –, les autorités et la bourgeoisie ont pris peur des « classes laborieuses, classes contagieuses ». On assainit Paris, mais en expulsant les classes populaires vers les faubourgs. Après la Première Guerre mondiale, alors que les ouvrier·ère·s et les paysan·ne·s avaient payé l'impôt du sang, a-t-on remis sur le métier l'ouvrage des retraites? Alors que les femmes s'étaient mobilisées à l'arrière, dans les usines, leur a-t-on pour autant reconnu le droit de vote, la capacité civile? Les colonisé·e·s qu'on avait envoyé·e·s au front, leur a-t-on accordé l'autonomie qu'ils et elles réclamaient alors? Non. Les avancées sociales attendirent 1936... et la grève générale, et elles continuèrent d'exclure les populations colonisées et les femmes. Et les conquêtes de 1945 doivent beaucoup à l'action de la Résistance et de son Conseil National, rédacteur du programme des Jours Heureux. Les mobilisations populaires, dont beaucoup

dépendra, sont donc la clé. Elles seront d'autant plus puissantes qu'elles s'appuieront sur un imaginaire social alternatif à celui de l'accumulation infinie, du consumérisme et du fantasme de toute-puissance. Cet imaginaire est déjà à l'œuvre dans des milliers d'initiatives autonomes portées par la société, dans le bouillonnement de doutes et d'interrogations qui traverse les mouvements sociaux, dans de multiples avancées théoriques et pratiques, comme l'économie solidaire, l'écoféminisme, le bien vivre, les communs... La relocalisation écologique et solidaire nous semble aujourd'hui un horizon de transformation susceptible de fédérer largement.

Attac, qui est par vocation un lieu de convergence et de réflexion collective, a donc pris l'initiative de favoriser l'élaboration rapide de ce texte. Il rassemble des points de repère pour comprendre la situation et des propositions à la fois radicales et réalistes, car enracinées dans le réel. Comme l'écrivait le poète Friedrich Hölderlin, « là où croît le péril croît aussi ce qui sauve ».

## CHAPITRE 1

## Une crise qui ne tombe pas du ciel

Partout, les autorités ont été prises au dépourvu par l'irruption du coronavirus. Pourtant, les épidémiologistes et les historiens des sciences observent depuis une quarantaine d'années des pandémies de plus en plus fréquentes. Leurs origines, la rapidité de leur diffusion et la gravité de leurs conséquences sont liées de multiples façons à la mondialisation néolibérale et extractiviste.

**Une maladie du Capitalocène<sup>2</sup>**

Il est désormais acquis que la flambée des zoonoses – ces maladies qui se transmettent des animaux sauvages à l'homme (VIH, grippe aviaire H5N1, SRAS, grippe porcine, MERS, Ebola et maintenant Covid-19) – est provoquée par des causes humaines.

Les virus, portés par des espèces animales jusque-là relativement isolées, entrent en contact répété avec des

humains ou des animaux d'élevage industriel en raison de la déforestation, de l'urbanisation galopante, de l'exploitation sans limite des ressources naturelles, de la commercialisation incontrôlée d'animaux sauvages... Leur transmission est ensuite accélérée par les densités et la pollution urbaines, les flux internationaux de touristes et de cadres supérieurs. Ainsi, Wuhan, l'une des capitales mondiales de l'industrie automobile, est fortement connectée à la Lombardie, cœur de l'industrie italienne et premier foyer européen de l'épidémie. Les conséquences de ces virus sont aggravées par le délabrement des systèmes publics de santé et la soumission de la recherche scientifique aux impératifs commerciaux de court terme. Le principe de réduction des coûts a remplacé le principe de précaution, conduisant à la disparition des stocks de masques et de tests. Résultat : la plupart des États ont été rendus impuissants à combattre la pandémie autrement que par un confinement généralisé nécessaire, mais aux effets économiques et sociaux désastreux.

Grâce aux progrès de l'hygiène, de l'alimentation, de l'éducation, de la médecine et des systèmes de santé, l'espérance de vie s'est accrue sans que le capitalisme l'en empêche, et d'autant plus vite que les systèmes de soins étaient publics et les inégalités sociales faibles. Mais cette période est révolue : la longévité diminue dans certains pays, et le Capitalocène – plutôt qu'«Anthropocène», qui incrimine l'humanité d'un seul

bloc sans hiérarchiser les responsabilités – est en train de ruiner les fondements de la biodiversité et la santé humaine.

### **Une mondialisation hasardeuse**

La mondialisation est un processus dynamique et multidimensionnel d'intensification des échanges entre les différentes régions du monde. Elle peut être culturelle, scientifique, humaine, financière, commerciale... Elle est positive quand elle stimule l'interconnaissance, la coopération entre les peuples ou la circulation des valeurs démocratiques et féministes, comme on l'a vu avec les printemps arabes ainsi que les récents mouvements internationaux pour le climat ou contre les violences faites aux femmes (#MeToo, Ni una menos...). Mais la mondialisation néolibérale enchevêtre les systèmes productifs et urbains, les met en concurrence et les fragilise à l'extrême en faisant des populations et de la nature des variables d'ajustement.

Son premier pilier est la circulation effrénée des marchandises et des capitaux, ainsi que de certains groupes sociaux affairés. «Effrénée», parce que cela dit mieux que «libre» le refus des limites et l'égarément qui en résulte. Les firmes transnationales jouent sur la logique du moins-disant face aux législations nationales du travail; elles usent et abusent du marketing, des logos et de la publicité pour accroître les dividendes versés aux

actionnaires. Il s'ensuit un quadruple dumping: écologique, avec la délocalisation des usines polluantes; social, puisqu'elles choisissent des pays où les salaires sont misérables et les syndicats muselés; fiscal, avec leurs milliers de filiales dans des paradis fiscaux et réglementaires; démocratique, enfin, car les gouvernements se soumettent aux désirs des marchés financiers qui financent leur dette et signent des dizaines de traités bilatéraux de libre-échange, instaurant une justice parallèle favorable aux investisseurs pour sanctionner les États dont les lois réduiraient leurs profits.

Le découpage de la production façon puzzle en chaînes de sous-traitance labyrinthiques constitue le second pilier de cette mondialisation. Ainsi, Apple répartit la production de ses iPhones dans huit pays différents, de la conception aux États-Unis à l'assemblage en Chine, en passant par la fabrication de l'écran tactile ou des processeurs au Japon ou en Corée du Sud, sans oublier l'extraction des matières premières en Afrique et en Chine. L'industrie pharmaceutique fait de même: la pénurie de tests a révélé, au prix de dizaines de milliers de morts, que 60 % à 80 % des principes actifs de médicaments étaient fabriqués en Chine ou en Inde, nous plaçant à la merci de toute interruption du commerce mondial.

Pour réduire les coûts, la production est organisée en «flux tendus, zéro stock». Elle est donc déstabilisée par le moindre accident en un point quelconque de la chaîne mondiale de sous-traitance, ou par la moindre

mesure d'un État pour se constituer des stocks avant les autres. Les règles de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), au cœur des directives européennes et des nouveaux accords bilatéraux, interdisent les politiques de relocalisation visant à réduire cette vulnérabilité. L'affaiblissement des protections sociales amplifie la transmission des chocs économiques.

### **Un effondrement qui vient de loin...**

Le confinement généralisé a provoqué une forte chute de la production, mais la situation antérieure était déjà profondément instable. La productivité, rencontrant ses limites dans la résistance des sociétés et de la nature, ralentissait partout, et il suffisait d'une étincelle pour faire exploser la bulle financière, comme l'annonçaient de nombreux économistes<sup>3</sup>; la locomotive chinoise était à bout de souffle; le wagon allemand s'enfonçait dans la récession. Pourtant, les bourses ont continué à flamber grâce à la création monétaire à outrance des banques centrales depuis 2008 – la Banque centrale européenne (BCE) a ainsi injecté 2 600 milliards d'euros entre 2012 et 2018, avec pour principal effet de nourrir les bulles financières.

Les taux d'intérêt quasi nuls ont poussé les acteurs de la finance à prendre des risques excessifs et contribué au surendettement du secteur privé. Les nouvelles régulations, combattues par les lobbies, sont restées très

insuffisantes pour empêcher la bulle, et donc l'inévitable krach. La financiarisation extrême de secteurs vitaux comme le pétrole – notamment les hydrocarbures de schiste aux États-Unis – a abouti en avril 2020 à l'aberration de prix du baril *négatifs* sur certains marchés.

Les grandes banques « trop grosses pour faire faillite », responsables de 80 % de l'activité bancaire en France, menacent toujours le système financier, car la nécessaire séparation entre les banques de détail et les banques d'investissement a été bloquée par les lobbies bancaires après 2008. Les banques sont en mauvais état: fragilisées par l'insolvabilité de leurs clients (PME et ménages, qui vont avoir du mal à rembourser leurs emprunts, ou fonds spéculatifs en détresse), elles ont vu leur valorisation boursière s'effondrer. Avec des fonds propres qui fondent comme banquise au soleil, les banques pourraient même avoir besoin d'être recapitalisées avec de l'argent public – une occasion unique de transformer les règles du monde bancaire!

### **... et qui n'est pas le dernier**

Comme une machine devenue folle, la mondialisation néolibérale s'est emballée. La pseudo-rationalité du productivisme et du scientisme et les logiques de domination (patriarcat, racisme systémique) se sont conjuguées: l'obsession de produire toujours plus pour étouffer les concurrents, l'illusion d'une science

toute-puissante capable de trouver des remèdes à tous les désastres qu'elle a facilités, le fantasme de domination et de domestication de la nature animent plus que jamais l'imaginaire de nos dirigeants. Les pays riches ont intégré au jeu mondial les bourgeoisies émergentes qui, en quelques décennies, ont saccagé leurs écosystèmes, de même que nous détruisons les nôtres depuis plusieurs siècles. Sous la houlette des firmes multinationales, les pays émergents se livrent à un extractivisme effréné pour alimenter en ressources naturelles le consumérisme insoutenable des riches et des classes moyennes du Nord comme du Sud.

L'imaginaire de cette «mondialisation heureuse», c'est la chimère d'une planète rétrécie dont le moindre recoin serait accessible en un coup d'ailes d'avion et devenue un immense terrain de jeu pour les classes aisées. S'il suffit parfois d'un volcan islandais ou d'un coronavirus pour mettre ce jeu sur «pause», ce n'est que pour mieux «relancer» et accélérer ensuite. Nous le savons désormais: le temps de l'accélération doit finir. Sans que survienne nécessairement un effondrement total et unique, les situations d'effondrement partiel – sanitaire, alimentaire, technologique, humanitaire, écologique – vont se multiplier, au risque de produire une dynamique cumulative non maîtrisable. La fréquence et l'intensité des événements climatiques extrêmes (canicules, inondations, sécheresses, ouragans...) augmentent, alors que les ressources naturelles (eau, terre, air...)

se détériorent et que les tensions entre États pour y accéder se renforcent.

### **La stratégie du choc, encore et toujours**

Comme toujours, les «élites» miseront sur la stratégie du choc pour imposer leurs réponses technophiles dangereuses, invasives et autoritaires. Au nom de la «croissance verte», de la «destruction créatrice» et de la «disruption technologique», elles promettent déjà l'énergie gratuite, la voiture autonome à hydrogène, les avions propres, les boucliers solaires et la géo-ingénierie contre le réchauffement, la nourriture de synthèse... Face à la pandémie, les drones de la police surveillent le respect des règles de confinement, les applications Alipay Health Code ou StopCovid tracent les déplacements et les contacts. Bientôt, l'intelligence artificielle, la télémédecine et les robots prétendront remplacer médecins et infirmières, la menace épidémique justifiera l'automatisation accélérée des services et la généralisation du télétravail sous contrôle numérique en temps réel. Tout cela nécessite de toute urgence la 5G, dix fois plus rapide que la 4G, puis la 6G, déjà en gestation et qui sera, nous promet-on, huit mille fois plus rapide (et énergivore), ouvrant la voie aux interfaces cerveau-ordinateur, aux bâtiments connectés, à l'Internet des objets... Il faudra lancer des dizaines de milliers de satellites relais, comme le prévoient Tesla (Elon Musk) ou Amazon (Jeff

Bezos) avec Starlink et Kuiper, des projets en cours de déploiement qui émettront des quantités absurdes de CO<sub>2</sub> et rendront définitivement impossible l'observation du ciel, que ce soit pour les astronomes professionnels ou pour les amateurs et les enfants amoureux des étoiles. Une déshumanisation de l'humanité est en route, théorisée par le courant « transhumaniste ».

Loin de renforcer les services publics, nos gouvernants se préparent déjà à prétexter l'explosion des déficits publics rendue nécessaire par la crise pour justifier de nouvelles privatisations, à travers les fameux partenariats public-privé qui laissent au public les risques et au privé les profits. Ainsi, en pleine épidémie, la Caisse des dépôts, organisme financier public, concocte un plan pour l'hôpital qui fait la part belle aux groupes privés et aux start-up de la biotech.

Profitant du confinement, les entreprises installent le télétravail, qui isole les salarié·e·s et contribue à la fragmentation, la « tâcheronisation » et l'individualisation du travail ; le fossé se creuse entre télétravailleurs protégés et métiers de la nouvelle domesticité (livreurs, chauffeurs, travailleurs des plateformes, vigiles...); le patronat cherche à augmenter le temps de travail.

Mais nous pouvons retourner leur « stratégie du choc » pour en faire une déferlante de solidarité et de biens communs. Juste avant la pandémie, la planète était traversée par de puissantes mobilisations populaires qui contestaient radicalement l'ordre néolibéral et autoritaire, du

Chili au Liban, en passant par la France, Hong Kong, l'Algérie ou encore le Soudan. Ces aspirations n'ont pas disparu derrière les vains appels à l'union nationale : à court ou moyen terme, de nouvelles vagues de luttes et d'expérimentations massives vont se déployer – peut-être au nom du « plus jamais ça », comme le proclame l'alliance récemment constituée en France entre syndicats (CGT, Solidaires, FSU, Confédération paysanne...) et associations (Attac, Greenpeace, Oxfam, Amis de la Terre...).

Celles et ceux qui refuseront de payer les frais de la crise, qui exigeront une redistribution des richesses et une démocratie réelle, qui voudront protéger les conditions d'une vie décente sur terre et construire des espaces de vie plus autonomes, se heurteront à une répression accrue. Certains dirigeants chercheront à se relégitimer en utilisant le repli national ou régional, le durcissement des politiques anti-migrant·e·s, une logique d'affrontement entre blocs géostratégiques. Face à cela, les mouvements sociaux devront porter haut et fort un projet de relocalisation coopérative, solidaire et bienveillante, absolument incontournable pour affronter les défis planétaires qui nous sont légués par le néolibéralisme : justice, climat, biodiversité, pandémies, pauvreté persistante...

C'est pour ébaucher un tel projet que nous proposons ici une série de mesures et d'initiatives phares, certaines applicables immédiatement à l'échelle nationale et européenne, puis mondiale. Le monde de demain se joue dans les mesures d'exception d'aujourd'hui.

## CHAPITRE 2

### Prendre soin

Le choc économique nécessite des mesures urgentes, complémentaires à celles déjà prises, dont les lacunes sont criantes. Dès maintenant, les pouvoirs publics doivent commencer à investir dans ce qui renforcera notre résistance collective aux chocs sociaux, écologiques et sanitaires. Pour cela, un vaste plan de rénovation des services publics et de la protection sociale s'impose afin d'ériger en biens communs les sécurités fondamentales : se nourrir, se loger, s'éduquer, vivre en bonne santé dans un environnement sain.

#### **Un revenu, un emploi, un logement décents pour chacun·e**

À l'échelle mondiale, ce sont des centaines de millions de ménages qui ont perdu presque tout revenu avec le confinement. Le chômage a explosé dans beaucoup de

pays et la crise sociale menace d'être terrible. En France, 6 à 7 millions de ménages sont en difficulté pour payer leur loyer. Il est urgent d'assurer immédiatement un revenu minimum décent à toutes et tous. En plus des aides d'urgence, cela devrait passer par l'augmentation du RSA jusqu'à 50 % du revenu médian (900 euros/mois) et son élargissement aux jeunes de moins de 25 ans, particulièrement frappés par la récession actuelle, avec obligation pour l'État de les former à un métier d'avenir. Cela doit aussi se traduire, et rapidement, par la simplification des prestations sociales et leur attribution automatique pour éviter que tant d'ayants droit (un tiers pour le RSA!) ne les demandent pas. Enfin, il faut une réforme de l'assurance chômage qui en fasse un véritable soutien vers l'emploi décent, et non pas un système de pression pour accepter un emploi précaire. Les artistes et technicien·ne·s du spectacle, dont le travail éclaire nos vies et nous manque cruellement pendant cette crise sanitaire, doivent voir leurs droits prolongés sans conditions. Quant au projet de système de retraite universelle, qui frapperait particulièrement les femmes et les précaires, il doit être définitivement enterré au profit d'une réforme égalitaire des retraites pour laquelle les propositions ne manquent pas<sup>4</sup>.

Justice environnementale et justice sociale sont inséparables : on ne peut pas agir en profondeur pour l'écologie sans renforcer en même temps les liens entre tou·te·s les citoyen·ne·s. Quoi qu'en disent les prophètes de la fin du travail, celui-ci ne manquera pas pour réorienter la

production et soigner la Terre. Afin de pouvoir proposer à chacun·e un emploi socialement et écologiquement utile, s'impose l'élargissement de l'expérimentation «Territoires zéro chômeur de longue durée», inspirée par ATD Quart Monde et lancée en 2017 dans dix territoires volontaires en mobilisant les acteurs locaux (personnes privées d'emploi, entreprises, associations, collectivités). Déjà, la très grande majorité des activités créées portent sur des enjeux environnementaux (maraîchage de proximité, recyclage des déchets...) et sociaux (aide à la personne, épiceries solidaires...). Un million d'emplois utiles pourraient être créés ainsi ou d'autres manières, à un coût réduit grâce aux retours d'impôts et de cotisations dans les caisses publiques et grâce aux coûts sociaux et écologiques évités. Au-delà des plus précaires, une nouvelle politique de réduction générale du temps de travail est fondamentale pour créer des emplois avec une croissance qui n'est plus là et qui ne reviendra pas. Fondamentale pour vivre mieux, libérer du temps pour s'investir dans les activités associatives, politiques, culturelles, et pour permettre une répartition égalitaire des tâches domestiques entre femmes et hommes.

Révéléateur et accélérateur de toutes les inégalités, le confinement a accentué le racisme structurel, la police et une certaine presse stigmatisant le prétendu incivisme des banlieues populaires supposées réfractaires au confinement. Encore faudrait-il que chaque famille dispose d'un logement décent où chacun·e puisse avoir son espace de

vie et puisse accéder à un environnement de qualité. On manque cruellement de logements confortables et écologiques, à des loyers accessibles y compris aux précaires. Dans les zones métropolitaines, un puissant processus de privatisation et de financiarisation du logement a permis des investissements massifs de fonds spéculatifs au détriment d'un logement accessible. La loi ELAN de 2018, qui accélère la mainmise des grands groupes immobiliers et financiers sur le logement doit être abrogée pour laisser place à un plan d'investissement public massif dans les logements écologiques: le logement n'est pas une marchandise et y accéder est un droit. Il faudrait aussi rénover les passoires thermiques – sans aucun frais pour les ménages modestes –, débétonner les quartiers et instaurer avec les élu·e·s locaux une vraie mixité sociale par l'habitat dans toutes les communes, ce qui passe aussi par le développement de lieux de rencontre et de projets collectifs dans les immeubles, les quartiers et les zones rurales. Dans l'immédiat, il est urgent de réquisitionner les logements vides; il faut aussi empêcher les expulsions en instaurant un moratoire des loyers et des charges locatives (électricité, gaz...) pour les familles en difficulté, comme l'ont fait l'Allemagne ou l'Espagne.

### **Refonder les services publics : par et pour le *care***

Après des décennies de «new public management» fondé sur l'idéologie d'une fonction publique dite

inefficace et improductive par essence, la refondation des services publics s'impose comme une évidence. Elle doit être pensée en prenant les moyens d'une réelle participation des usagers, avec une attention particulière aux personnes qui sont en grande précarité ou victimes d'autres types de discriminations.

L'ahurissante faillite du système de santé public face à l'épidémie de coronavirus impose un plan massif de renforcement. Il s'agit en premier lieu de réaliser les embauches et les formations réclamées à cor et à cri depuis des années par les soignant·e·s, de recréer des capacités d'accueil des patient·e·s dans les hôpitaux, mais aussi de réorganiser complètement le travail de soin, soumis depuis quinze ans au délire bureaucratique et gestionnaire de la tarification à l'activité (T2A) et à la volonté politique de transformer les hôpitaux en entreprises soumises à une logique de flux. Les équipes ont démontré leur virtuosité dans la crise sanitaire; elles doivent désormais pouvoir auto-organiser leur activité, avec pour priorité la qualité des soins et des relations avec les patient·e·s et leurs familles dans le cadre d'une démocratie sanitaire renouvelée. De même, la psychiatrie et ses malades méritent une nouvelle approche, recentrée sur la qualité de la relation, et non sur la standardisation des diagnostics et des traitements.

L'école publique a elle aussi été soumise à rude épreuve. Le confinement a accru les inégalités entre

élèves liées aux conditions de logement, de connexion, de capital social et culturel. Il a exacerbé les difficultés des enseignant·e·s face à des classes pléthoriques, un équipement informatique déficient, des pédagogies inadaptées. Les réformes successives de l'Éducation nationale, loin de mettre «l'élève au centre» comme proclamé, ont renforcé les contrôles hiérarchiques et standardisé les tâches.

Il est temps d'instaurer la liberté pédagogique comme une pratique des collectifs de travail attentive à chaque élève; de favoriser, donc, l'essor des pédagogies non autoritaires, de lutter contre les orientations socialement déterminées et les discriminations de toutes sortes, qu'elles soient liées à la pauvreté, aux conditions physiques et mentales, au genre ou à l'origine, de renforcer les relations entre tous les parents et l'école, d'assurer une éducation à l'égalité entre les sexes dès le premier âge. Plutôt que de se focaliser sur les apprentissages disciplinaires et la compétition, l'école doit stimuler l'intelligence critique et l'esprit de coopération des enfants et adolescent·e·s. Ainsi, les questions environnementales et sociales ne doivent plus être réduites à une morale naïve et dépolitisée, mais abordées dans le cadre d'une approche systémique et critique.

La pandémie a démontré l'inanité du pilotage de la recherche publique par les seules perspectives des partenariats avec les entreprises et les «licornes» du capital-risque. La recherche fondamentale a ainsi été délaissée

au profit d'innovations à mettre le plus rapidement possible sur le marché. Sans doute la recherche aurait-elle été plus à même de préparer la crise du coronavirus si elle avait eu les moyens matériels et humains de faire son travail dans la sérénité, comme l'a illustré le témoignage de Bruno Canard, spécialiste des coronavirus au CNRS, décrivant la façon dont il a été bloqué dans les dédales bureaucratiques des financeurs<sup>5</sup>. Extraire la recherche de la course aux financements privés et aux brevets permettra de focaliser l'attention sur la société civile, les besoins sociaux et les impératifs écologiques.

Les traitements indignes octroyés aujourd'hui aux soignant·e·s, enseignant·e·s, chercheur·se·s, ne peuvent plus être tolérés: la France doit se mettre au moins au niveau des pays de l'OCDE en revalorisant leurs rémunérations de 15 % à 20 %. Même chose pour le smic: il faut revaloriser les métiers du *care*, aussi méprisés et mal payés qu'indispensables à la vie, pour la plupart très majoritairement féminins (soignantes et aides-soignantes, auxiliaires de vie, métiers de la petite enfance), ainsi que ceux des secteurs du nettoyage (agent·e·s d'entretien, éboueurs), les caissières, les enseignant·e·s... Si la pénibilité de leurs activités leur fait mériter le titre de «premiers de corvée», elles et ils déploient des compétences et une attention au monde qui pourraient inspirer l'exercice du travail dans les autres professions, y compris dans la production industrielle, où le *care* doit devenir agissant.

### CHAPITRE 3

## Les gestes « barrière » contre le monde d'avant

Nos gouvernants ne peuvent pas faire autrement: il va bien leur falloir rapatrier une série d'activités industrielles vitales en cas d'épidémie – médicaments, équipements sanitaires, masques... Pour faire oublier leur ahurissante déroute, ils se réclameront sans honte de la souveraineté sanitaire. Déjà, la Commission européenne parle d'«autonomie stratégique» et va sans doute réhabiliter des instruments jusqu'ici bannis, comme les droits de douane. Mais ils ne renonceront pas spontanément au monde d'avant, à cette mondialisation commerciale et financière qui donne un si formidable pouvoir aux détenteurs de capitaux. Leur relocalisation se limitera à quelques produits et secteurs très limités. Pourtant, si nous voulons reprendre le contrôle de notre système productif, accroître sa résilience et réduire massivement les émissions liées au transport international, c'est à une relocalisation de grande ampleur que nous devons procéder – mais avec

un effort sans précédent de solidarité internationales et sans oublier de démocratiser les décisions et de partager les richesses, faute de quoi la relocalisation ne sera qu'un instrument de plus dans la guerre économique.

### Repenser les besoins

Jamais un débat sur l'utilité sociale du travail n'avait eu une telle ampleur: de l'accent mis sur les «invisibles» à l'exercice du droit de retrait, le sens du travail a été au cœur des discussions depuis le début du confinement. Appelés par l'État ou les dirigeants d'entreprise à reprendre le travail, nombre de salarié·e·s ont eu conscience de risquer leur vie, même quand leur activité n'était pas vraiment «essentielle». Malgré la demande des syndicats, le gouvernement a d'ailleurs refusé que soit établie une liste des activités essentielles.

C'est pourtant un débat sur les activités et besoins essentiels, mais hors épidémie, et d'une tout autre ampleur, qu'il est urgent d'ouvrir pour au moins tenir les objectifs de l'accord de Paris sur le climat. Ces objectifs imposent de réduire fortement notre empreinte écologique. À supposer même que tou·te·s les habitant·e·s des pays développés ne consomment que l'équivalent du minimum décent, les émissions associées resteraient – dans l'état actuel de nos modes de production – bien supérieures aux objectifs climatiques (de près de 40 %). Il va donc falloir faire le tri dans nos consommations.

Il faut d'abord, évidemment, faire décroître l'industrie publicitaire, qui pèse aujourd'hui bien trop lourd dans la furie consumériste et le formatage des besoins. Les fournisseurs d'accès à Internet devraient, par défaut, bloquer la publicité: libre ensuite à leurs client·e·s d'activer le déluge publicitaire, qui surcharge la bande passante du réseau et coûte à chaque consommatrice 480 euros par an (c'est ce que déboursent les annonceurs du Web). Cela affaiblirait Google et Facebook et donnerait un gros coup de pouce aux réseaux sociaux alternatifs libres. Le volume de publicité dans l'espace public devrait aussi être limité, et un financement public non publicitaire être garanti pour les médias indépendants, comme le propose la Convention citoyenne pour le climat.

Pour faire émerger des besoins non manipulés, il n'y a pas de solutions «clés en main», mais une nécessité de mobiliser à la fois l'expertise concrète des citoyen·ne·s et les savoirs «experts». L'Observatoire national de la pauvreté et de l'exclusion sociale a expérimenté des procédures de délibération collective pour établir des budgets de référence permettant de satisfaire les besoins essentiels et d'accéder à un statut de citoyen·ne à part entière<sup>6</sup>. Cette délibération doit être engagée à une échelle bien plus vaste afin de faire le tri entre le superflu et le nécessaire. De quelles ressources a-t-on besoin pour se nourrir, se loger, se vêtir, se déplacer, mais aussi se cultiver, faire preuve d'autonomie et de créativité manuelle et intellectuelle, prendre part à la vie de la cité, contempler la nature? La

culture est un droit au même titre que la satisfaction des besoins physiologiques ; il importe qu'elle soit accessible à chacun-e, et non assujettie à la logique du profit.

Le débat sur la redéfinition des besoins compatibles avec la biosphère pourra déboucher sur des décisions politiques mettant en place des formes de rationnement individuel pour certains biens ou services particulièrement polluants (voyages en avion, croisières motorisées, résidences ou véhicules individuels...) ou certaines ressources en voie d'extinction, par exemple les poissons.

### **Sauver les entreprises : oui, mais !**

Redéfinir les besoins ne sert à rien si l'on ne transforme pas en même temps l'appareil productif. La crise ouvre à cet égard une fenêtre inédite. Au nom de la sauvegarde de l'emploi, les pouvoirs publics sont sur le pied de guerre pour tenter de sauver les entreprises : prise en charge des salaires (chômage partiel), garanties bancaires, facilités de paiement, annulation de créances... Pour certains « fleurons » en situation extrêmement difficile – l'industrie aéronautique et automobile notamment –, ils injectent de l'argent frais avant d'éventuelles recapitalisations. En contrepartie, la seule exigence est de « modérer » le versement de dividendes et la rémunération des dirigeants pendant la crise sanitaire.

Mais voulons-nous vraiment soutenir les entreprises du CAC 40, dont les profits cumulés atteignent plus de

260 milliards d'euros sur les trois dernières années et qui détiennent 2 500 filiales dans des paradis fiscaux ? Sauver Air France et le secteur aérien, dont les émissions de CO<sub>2</sub> connaissent une croissance exponentielle ? Relancer l'industrie automobile, qui a massivement délocalisé ses usines et multiplié les modèles polluants ? Renflouer l'industrie parapétrolière – Vallourec, CGC ou Bourbon – pour qu'elle continue à explorer de nouveaux gisements pétroliers et gaziers aux quatre coins de la planète ? Évidemment non. L'urgence ne peut servir de prétexte à l'inertie : pas de « relance post-épidémie » sans que les pouvoirs publics conditionnent leurs aides à la mise en œuvre de plans contraignants de justice fiscale, de relocalisation et de reconversion sociale et écologique, élaborés en concertation avec les salarié-e-s, les associations et les collectivités locales concernées et contrôlés par eux.

Au moment où les multinationales se précipitent au guichet de l'État pour quémander des aides publiques, le législateur se trouve en position de force pour leur imposer des efforts inédits. Il est temps de les soumettre enfin à l'accord de Paris en leur fixant des objectifs contraignants de réduction des émissions de GES sur une base annuelle de -7 % pour répondre aux dernières recommandations scientifiques. Celles qui dérogeraient à ces objectifs se verraient interdire de verser des dividendes à leurs actionnaires. Il faut rompre le lien d'intérêt lucratif entre les marchés financiers et les industries polluantes, ce lien qui entrave aujourd'hui l'émergence d'une économie

décarbonée. Le partage de l'effort vers la sobriété doit en effet commencer par l'appareil de production et s'en prendre au nerf de la guerre : le capital financier.

### Planifier la (dé)croissance

Que signifie la neutralité carbone, affichée comme le Graal de l'ambition climatique, dans des activités comme l'extraction d'hydrocarbures, la chimie, l'automobile, l'aéronautique? Certains secteurs à l'empreinte écologique intrinsèquement excessive doivent décroître et leurs entreprises se reconvertir. Au-delà de l'actuelle crise, il va falloir inventer un processus démocratique de planification écologique pour rendre soutenable notre système productif: quelle décroissance pour certains secteurs, quelle croissance pour d'autres?<sup>7</sup>: quelle croissance ou quelle décroissance, selon les secteurs? Le débat aura lieu à tous les niveaux territoriaux, dans les entreprises et les branches professionnelles. Quelles sont les activités néfastes pour la biosphère, et à quel rythme les faire décroître? Quels désinvestissements des secteurs nocifs et quels investissements privilégier pour faire des économies d'énergie et réduire les importations de gaz et de pétrole? Quels montants déboursés, quelles coopérations mettre en œuvre pour relocaliser et développer la production de générateurs d'énergie renouvelable, les moyens de transport collectifs, l'agriculture paysanne, la production de biens et services essentiels? Rien que pour la France, il faut

rapidement faire décroître les investissements nocifs pour les faire tendre vers zéro et, en parallèle, augmenter les investissements « climat » en les faisant passer de 50 milliards par an actuellement à un minimum de 100 milliards.

Sur la base de ces débats décentralisés, des instances nationales – voire européennes, si possible – devront arbitrer. Le Parlement, sous le contrôle d'une conférence de citoyen-ne-s tirés au sort, et donc collectivement indépendants de tous les lobbies, fixera des objectifs d'investissement qualitatifs et quantitatifs dans les différents secteurs stratégiques. Des conférences régionales et de branche auxquelles participeront les directions d'entreprise, les syndicats, les associations environnementales et les collectivités publiques déclineront ces objectifs au plus près des unités productives et des territoires, en prenant en compte les équilibres écologiques et sociaux. Les banques publiques d'investissement fourniront les crédits nécessaires.

### Reconvertir l'insoutenable

La décroissance de certaines activités nuisibles pose des défis sociaux majeurs. Deux conditions sont absolument décisives. D'abord, reconvertir au maximum les équipements et les emplois existants dans de nouvelles productions utiles pour préserver les qualifications et l'expérience des travailleurs. Et, quand cela n'est pas possible – il peut s'avérer difficile de reconvertir une raffinerie

de pétrole en usine d'éoliennes –, garantir des formations professionnelles et le maintien intégral du salaire et de la protection sociale aussi longtemps que nécessaire. Il s'agit donc de mettre en place une sécurité sociale professionnelle financée par des cotisations sociales.

L'une des victimes collatérales du Covid-19 est l'industrie des transports. Comment sauver l'emploi et les savoir-faire sans relancer la prolifération insoutenable des avions-cargos, des SUV et du tourisme mondialisé de masse? Il y a quarante-cinq ans, les ouvrier·ère·s de l'usine d'armement britannique Lucas Aerospace, confronté·e·s à des suppressions d'emplois massives et aspirant à un travail socialement utile, ont imaginé une démarche de reconversion qui demeure plus que jamais inspirante<sup>8</sup>. Les syndicats ont adressé un questionnaire aux 13 000 salarié·e·s, toutes catégories confondues, pour faire l'inventaire des qualifications et des savoir-faire et susciter des propositions de transformation de la production. Le débat s'est ensuite engagé dans les comités d'atelier, ainsi qu'avec les organisations féministes et le mouvement écologiste. En janvier 1976, le contre-plan ouvrier émit 150 propositions de productions alternatives : énergie (éoliennes, pompes à chaleur, solaire, carburants alternatifs...), santé (reins artificiels, instruments d'optique, véhicules pour la mobilité des personnes handicapées...), transports collectifs (bus hybrides pétrole-électricité, véhicules route-rail...). Il fut partiellement mis en œuvre, mais finit par être mis en

échec par la résistance patronale et la reprise du marché des armements avec l'élection de Reagan aux États-Unis.

### **Socialiser les grands groupes**

L'expérience historique enseigne qu'on ne peut espérer modifier durablement les trajectoires des grands groupes industriels et financiers en laissant le pouvoir de décision aux seuls actionnaires. On sait aussi ce que donnent les nationalisations classiques, généralement éphémères, dans lesquelles les inspecteurs des finances de Bercy désignent un PDG pour qu'il redresse l'entreprise en l'obligeant à se conformer aux exigences de rentabilité financière, avant de la restituer assainie aux actionnaires privés. Pour démocratiser la gouvernance des entreprises, certains proposent une codétermination entre capital et travail (50/50) ou bien une coexistence à parité dans les conseils d'administration d'une chambre du capital et d'une chambre du travail. Ce serait déjà un progrès, mais le pouvoir du capital risque fort de rester prédominant et de bloquer les reconversions qui ne seraient pas suffisamment profitables, d'autant plus que l'entreprise dépendrait de financements privés, voire des marchés financiers.

Le modèle des coopératives est beaucoup plus prometteur pour faire de l'entreprise un bien commun. De nombreuses études montrent que les coopératives sont au moins aussi productives que les entreprises classiques, avec de meilleures conditions de travail et un emploi plus

stable. Les avantages sont encore supérieurs dans le cas des sociétés coopératives d'intérêt collectif (SCIC). En effet, leurs choix stratégiques résultent d'une délibération approfondie mobilisant les diverses parties (salarié·e·s, investisseurs, clients, fournisseurs, collectivités locales, associations...) intéressées à la bonne marche de l'entreprise, à la qualité de sa production et à son impact environnemental. Le travail est organisé en fonction non plus du seul profit des actionnaires, mais de l'utilité sociale, sanitaire et environnementale. Les personnes ne sont plus assujetties à un management financier qui rend leur travail de plus en plus abstrait et dénué de sens à leurs yeux. Elles co-décident des conditions et des finalités de leur travail. La présence d'autres acteurs représentant les usagers, la défense du vivant ou des générations futures facilite la mise à distance des logiques productivistes et oriente le travail dans une logique de *care* pour mieux prendre soin du monde. Pourquoi ne pas transformer Air France, Renault et Airbus, et même la SNCF, EDF ou la Poste, en SCIC nationales capables d'assurer l'installation et la gestion des équipements nécessaires aux mobilités douces et aux transports collectifs réinventés dont nous avons besoin? Pourquoi ne pas reprendre le contrôle d'une industrie pharmaceutique qui vit largement sur les deniers publics (Sécurité sociale, crédit d'impôt recherche, CICE...), y compris Sanofi et Servier en France, en visant la constitution d'un puissant secteur socialisé du médicament qui servirait l'intérêt général?

#### CHAPITRE 4

### Décider et vivre au pays

Face au danger qui nous guette d'une démondialisation nationaliste, populiste et xénophobe, charge à nous d'œuvrer en faveur d'une relocalisation ouverte, solidaire et internationaliste, reposant sur l'initiative et l'auto-organisation des territoires et des populations, appuyées autant que possible par les politiques publiques nationales et européennes. Avec la planification écologique, le rôle de l'État n'est pas de tout décider centralement, mais d'impulser un vaste débat démocratique impliquant toute la société, d'en déduire les priorités générales et les ressources adéquates, puis d'encourager et de soutenir concrètement les projets de relocalisation des circuits économiques et de démocratisation des décisions. La vision étatiste et centralisée du changement social doit laisser la place à une articulation souple entre différents niveaux d'émancipation, les niveaux supérieurs n'intervenant que pour les sujets qui

ne peuvent être efficacement traités à l'échelon local ou régional.

### Retrouver des racines

Tous les territoires disposent aujourd'hui d'une floraison d'initiatives solidaires et écologiques dans lesquelles puiser les expériences et les savoir-faire. L'essor des « villes en transition » à taille humaine, les multiples expériences de « municipalisme », le foisonnement des éco-lieux et des communautés non fermées de l'écologie relationnelle montrent que l'on peut reconstruire une sociabilité solidaire et un tissu économique durable enraciné dans des ressources locales. Dans le Pays basque, il y a plusieurs décennies déjà, des forces sociales, culturelles, écologistes, féministes, paysannes et politiques ont entrepris non seulement de résister à l'uniformisation culturelle, mais de construire une autonomie par le biais de multiples initiatives coopératives et associatives, y compris une monnaie locale, l'eusko, devenue la première monnaie complémentaire européenne, et une chambre d'agriculture alternative, l'Euskal Herriko Laborantza Ganbaran malgré les tentatives d'interdiction de la préfecture.

Au lieu d'entraver cette économie solidaire locale, l'État devrait la soutenir puissamment. Les pouvoirs publics pourraient ainsi financer un revenu de transition écologique qui se conformerait à des règles nationales, mais

dont l'attribution serait décidée par des instances démocratiques locales incluant les habitant-e-s<sup>9</sup>. Ce revenu soutiendrait les acteurs locaux qui s'engagent dans des projets collectifs d'agroécologie, d'habitat écologique, d'énergies renouvelables et de centrales villageoises, de finance ou de tourisme durable, d'écomobilité, de *low tech*, de recyclerie, de production coopérative, etc.

L'initiative de l'Union syndicale Solidaires des Côtes-d'Armor est à ce titre exemplaire. Il s'agit de relancer l'usine de Plaintel, d'une capacité de production de 20 millions de masques sanitaires par mois, qui a été fermée et démantelée par la multinationale américaine Honeywell fin 2018, dans l'indifférence des pouvoirs publics. L'entreprise pourrait être relancée par de nouveaux acteurs – les ancien-ne-s salarié-e-s, bien sûr, mais aussi les organismes sanitaires et médico-sociaux, les collectivités locales, les associations de patient-e-s, le tout en s'inscrivant dans le modèle de la SCIC. Les collectivités bretonnes (mairie, département, Région) se sont engagées dans le projet et ont sollicité le soutien de l'État, qui a tergiversé, mais pourrait accepter. Ce sont des centaines, voire des milliers, d'entreprises parfaitement viables qui vont être étranglées par la chute de la demande. Plutôt que de les voir fermer ou de laisser l'État les renflouer pour les restituer ensuite à leurs actionnaires, les acteurs locaux pourraient se mobiliser afin de sauver les emplois et de réorienter les productions.

## Respecter les limites

Le défi est gigantesque, sans précédent historique : aucune « transition énergétique » n'a jamais eu lieu. Nous ne sommes jamais passé·e·s du bois au charbon, puis du charbon au pétrole, puis du pétrole au nucléaire. L'histoire de l'énergie n'est pas une histoire de transitions, mais d'additions successives de nouvelles sources d'énergie primaire. Même si la part du charbon dans le « mix énergétique » mondial a reculé, l'humanité n'a jamais brûlé autant de charbon qu'en 2019. Ce n'est pas seulement du fait de la Chine : l'Amérique de Bush en consommait deux fois plus que celle de Franklin Roosevelt, l'Allemagne d'Angela Merkel en brûlait plus que celle de Bismarck. Or nous devons diminuer fortement la consommation globale d'énergie.

La transition est pourtant techniquement possible, comme le montre l'association négaWatt<sup>10</sup>. En combinant sobriété, efficacité énergétique et énergies renouvelables, on peut diviser par quatre les émissions de gaz à effet de serre et par deux la consommation d'énergie finale d'ici à 2050, tout en sortant totalement du nucléaire, décidément trop dangereux. Le scénario négaWatt n'est pas de la science-fiction. Il ne nécessite aucune rupture technologique. Il suppose néanmoins des transformations profondes de notre mode de consommation et de notre système énergétique, à

commencer par la suppression des subventions aux énergies fossiles pour les attribuer aux renouvelables et aux économies d'énergie.

L'obstacle n'est pas technique, mais systémique. Il importe en premier lieu de définancieriser l'énergie, c'est-à-dire de soustraire les gros producteurs à l'emprise des marchés financiers et de démocratiser leur gouvernance en y associant les salarié·e·s, les usager·ère·s, les associations environnementales et les pouvoirs publics locaux et nationaux. Il convient aussi de favoriser l'essor d'une production d'énergie renouvelable locale et solidaire, comme le font la coopérative Enercoop en France ou les centaines de coopératives éoliennes ou solaires en Allemagne. En second lieu, la planification écologique devra faire basculer la fiscalité carbone sur les secteurs les plus polluants, aujourd'hui largement exemptés<sup>11</sup>. L'instauration d'un revenu maximum facilitera grandement la décroissance des consommations matérielles en contraignant les plus riches à davantage de sobriété.

Aux dérèglements climatiques s'ajoute bien entendu l'érosion de la biodiversité, mais de nombreuses autres limites planétaires sont déjà franchies ou en passe de l'être : épuisement des sols et des ressources, modification des cycles biogéochimiques (phosphore et azote), acidification des océans, pollution chimique... Il est temps de contraindre les décisions économiques et politiques à respecter pleinement et entièrement ces limites écologiques au-delà desquelles la planète devient

inhospitalière. Ces limites doivent devenir un cadre normatif contraignant, chiffré, inscrit dans la Constitution et, par ricochet, dans la loi, afin de garantir la santé et l'équilibre des écosystèmes.

### Dégonfler les métropoles

Relocaliser et reconverter la production nécessite aussi de repenser nos manières d'habiter les territoires. La maladie est devenue pandémie en un temps record du fait des concentrations métropolitaines invivables et de leur promiscuité, des circulations interurbaines et de leur vitesse. La métropolisation globale du monde et l'urbanisation de la Terre ont accru et rapproché l'ensemble des lieux d'habitation humaine par exploitation croissante des ressources naturelles et par artificialisation des habitats écologiques. Elles ont également généralisé les systèmes de flux nécessaires à la satisfaction des besoins de la surconsommation. Voilà pourquoi il faut entreprendre de déconcentrer la ville et de désurbaniser la Terre : à superficie et population comparables, une organisation territoriale plus équilibrée, structurée autour d'un réseau dense et relié de petites villes, peut consommer entre 30 % et 40 % d'énergie en moins.

Les mobilisations contre les grands projets inutiles et imposés, avec des victoires notables et de nombreuses expériences alternatives, montrent la voie : nous n'avons plus besoin de grandes infrastructures ni de petits

projets attentatoires aux écosystèmes, mais d'un redéploiement de nos énergies et de nos savoir-faire vers des activités soutenables et résilientes. Des mobilités douces (vélo, marche, etc.) et de proximité éviteront de gaspiller des milliards d'euros et de détruire des terres pour accélérer les déplacements d'une infime partie de la population. Les alternatives périphériques aux grands espaces métropolisés foisonnent déjà : habitat groupé et auto-construction, fermes sociales et centrales villageoises, coopératives intégrales et communautés ouvertes, éco-hameaux et éco-villages, potagers communautaires... Dans ces périphéries, on peut refaire corps avec le vivant en habitant autrement la terre et la Terre, en ménageant le milieu au lieu de l'aménager. Des politiques publiques devront appuyer et développer ces initiatives, mais aussi stopper l'extension des métropoles et l'artificialisation des sols, avant de commencer à les inverser.

### Sortir du tout-béton

De l'acier, du ciment et des polystyrènes : voilà le cocktail dévastateur auquel nous ont habitués les fleurons français du BTP avec leurs mégaprojets et les grandes villes qui grignotent toujours plus de terres naturelles ou agricoles. Le bâtiment représente 46 % de la consommation d'énergie et 40 % de la production de déchets. Tout cela pour que 7,4 millions des 36,6 millions de logements soient des passoires énergétiques

dont les occupant·e·s, le plus souvent à faibles revenus, supportent été comme hiver des formes de précarité énergétique inacceptables.

Ces choix de construction ne sont pas une fatalité. En changeant les matériaux et les systèmes de construction, 20 % des émissions de CO<sub>2</sub> du pays pourraient être éliminées. Utiliser des matériaux crus et biosourcés, tels que le bois, la fibre, la terre ou la paille, permet non seulement de diminuer les émissions, mais aussi d'en stocker – jusqu'à l'équivalent de 6 % des émissions du pays d'ici à dix ans. Mieux isolés, mieux pensés, mieux orientés, les bâtiments pourraient aussi largement se passer de chauffage et de climatisation, qui représentent deux tiers des émissions liées à la vie du bâtiment.

En période de canicule, les bâtiments en terre crue se passent de climatisation, tandis qu'en hiver les constructions bois-paille n'ont presque pas besoin de chauffage. Et cela concerne aussi les bâtiments publics : des écoles et des collèges en paille de 10 000 mètres carrés, c'est possible. De même que des logements sociaux de quelques étages. Coproduit de l'agriculture, la paille bénéficie d'un excellent bilan environnemental et n'entre pas en concurrence avec son utilisation agricole. Comme la terre, c'est une ressource locale : aujourd'hui, 90 % des approvisionnements des chantiers proviennent d'un rayon de moins de 50 kilomètres. La réglementation thermique 2020 devrait encourager l'usage de ces matériaux décarbonés, bio et géosourcés, ce qui permettrait

de réduire autant les émissions de carbone que la production de déchets. Et il est encore possible de les généraliser.

### **Se nourrir autrement**

Un plan de reconversion agricole et alimentaire peut être décidé à l'échelle nationale et porté jusqu'à l'échelle européenne. Il visera plusieurs objectifs : (1) assurer un approvisionnement alimentaire de qualité pour toutes et tous ; (2) répondre aux enjeux écologiques ; (3) maintenir et même augmenter le nombre de paysan·ne·s ; (4) assurer une plus grande résilience des exploitations ; (5) permettre à chacun·e de se nourrir par les revenus de son travail. D'une logique de « produire plus, toujours plus vite, avec moins de travail et moins de contraintes environnementales », il faut passer à « produire mieux pour nourrir chacun·e dans les territoires, avec plus de bras paysans et des modes de production adaptés aux écosystèmes » – mais moins d'achats de machines, de produits chimiques, de tourteaux de soja transgénique, d'énergies fossiles. Les exploitations deviendront plus autonomes vis-à-vis des industries de l'agrofourmiture et de l'agroalimentaire, ainsi que des banques.

De nombreuses collectivités locales se sont déjà engagées dans la fourniture de produits alimentaires bio et locaux pour la restauration collective. Loin de la « facilité » des rations industrielles livrées par des

multinationales, les cuisines de ces cantines ont connu un vrai bouleversement. Non seulement les enfants de toutes origines sociales ont ainsi accès à une alimentation de qualité, mais des liens directs sont parfois proposés avec les paysan·ne·s, permettant de former les enfants, dès leur plus jeune âge, à la façon dont sont produits nos aliments. Pour généraliser ces initiatives et les étendre aux hôpitaux, aux Ehpad, aux cantines d'entreprise, l'État doit fortement inciter et aider les collectivités locales.

La pandémie nous rappelle l'importance d'une alimentation diversifiée produite localement. Celle-ci passe par une déspecialisation des exploitations et des régions et par une renaissance des filières de transformation locales (minoteries pour la transformation du grain en farine, laiteries, conserveries, abattoirs...), sur la base de projets de territoire portés par les paysan·ne·s et sollicitant les habitant·e·s, les collectivités locales, les associations. Ces projets, déjà initiés dans bien des localités (parfois par des populations en grande précarité, comme dans le cas de l'expérimentation d'ATD Quart Monde en Terres de Lorraine «Se nourrir lorsqu'on est pauvre»), pourront se généraliser avec l'appui technique des organismes publics et professionnels agricoles, qui seront renforcés, démocratisés et rendus plus exigeants sur le plan écologique et social. Ils seront adossés à des contrats de transition écologique et sociale pour les exploitations, assortis d'importantes aides publiques.

Mais comment penser la relocalisation sans réorienter la Politique agricole commune (PAC) de l'Union européenne, qui représente l'essentiel des aides agricoles? Celles-ci favorisent aujourd'hui la concentration et la spécialisation des territoires, l'agrandissement des exploitations et la disparition des paysan·ne·s. La PAC devra devenir une politique d'orientation plutôt qu'un tiroir-caisse pour des agriculteurs dont le travail ne rapporte plus rien ou presque. Cela ne coûtera pas plus cher, mais exigera du courage politique: les aides devront être versées par paysan·ne plutôt que par hectare, strictement plafonnées, et surtout réorientées vers les services environnementaux et sociaux rendus. Ainsi, seront renforcées les aides à la transmission des exploitations et à l'installation de paysan·ne·s, mais aussi les aides dédiées à des productions bénéfiques sur le plan nutritionnel, environnemental et sur celui de l'autonomie alimentaire, comme les légumineuses, les prairies ou encore les fruits et légumes.

Depuis les années 1990, les prix agricoles européens sont alignés sur les cours internationaux, de plus en plus volatils et ne couvrant bien souvent pas les coûts de production. Il faut sortir de cette logique et assurer un revenu paysan juste et stable, obtenu par les prix de vente régulés des productions. Ainsi, il faut tourner le dos aux politiques néolibérales et se doter d'outils pour stabiliser les prix, recréer des stocks publics et maîtriser les volumes de production. De même, la concurrence

dans l'espace de «libre-échange» européen se traduit par un nivellement par le bas des normes sociales et environnementales. Des règles beaucoup plus ambitieuses devront donc être décidées jusqu'à l'échelle communautaire: baisse drastique des phytosanitaires, des engrais chimiques et des antibiotiques, augmentation des surfaces herbagères, des mares, haies et bosquets, diversification des rotations, harmonisation vers le haut des salaires, droits et conditions de travail... Tout cela supposera de revoir en profondeur la politique commerciale européenne, puisque les nombreux accords de libre-échange bilatéraux démantèlent les régulations aux frontières et que les règles de l'OMC empêchent de mettre en œuvre certains choix (par exemple, celui de décider la non-consommation de produits OGM).

Enfin, il est inacceptable que, dans certains pays, comme le nôtre, les distributions alimentaires caritatives soient devenues une forme habituelle de la protection sociale, à la charge d'associations et de bénévoles. La revalorisation des bas revenus et les politiques agricoles relocalisées doivent permettre l'accès de chacun·e à l'alimentation de son choix, locale et de qualité.

## CHAPITRE 5

### Un nouvel ordre mondial

L'opinion a basculé: près de 90 % des personnes interrogées appellent désormais les pouvoirs publics à relocaliser le maximum de filières de production disséminées aux quatre coins de la planète. L'accumulation de promesses infondées (création d'emplois, harmonie entre les peuples), de scandales en tout genre (alimentaires, économiques, financiers) et de dégâts attestés pour les populations et la planète – dont l'actuelle pandémie de Covid-19 – a fini par faire leur œuvre: la mondialisation néolibérale a perdu sa légitimité.

#### **Redéfinir les règles de la concurrence**

La Commission européenne fait donc totalement fausse route. Ainsi, en pleine pandémie, le commissaire au Commerce, Phil Hogan, a déclaré «avoir besoin de davantage d'accords de libre-échange», quelques jours à

peine après avoir finalisé un accord commercial bilatéral entre l'UE et le Mexique. Deux conceptions s'affrontent : d'un côté, la volonté de ne pas changer les règles du jeu mondialisé, quitte à tolérer une forme d'«autonomie stratégique» sur quelques secteurs clefs (comme les médicaments) ; de l'autre, de puissantes aspirations collectives à ne plus dépendre des marchés internationaux. De notre capacité à offrir à ces aspirations des perspectives sociales, écologiques et solidaires dépendra le fait qu'elles ne se rabattent pas sur la frontière nationale et les logiques xénophobes. Entre la civilisation du marché mondial des néolibéraux et le nationalisme xénophobe, il existe une troisième voie, celle de la relocalisation écologique et sociale à forte solidarité internationale.

Pas question de relocaliser les usines de confection textile des banlieues de Hanoï ou de Dacca pour produire en Europe des vêtements bas de gamme. Il s'agit de repenser les besoins en matière d'habillement et d'y pourvoir *via* des filières territorialisées, dans de bonnes conditions sociales et écologiques. Des productions relocalisées, belles et durables, même plus chères, peuvent attirer une clientèle populaire au pouvoir d'achat revalorisé par la hausse des bas salaires et des minima sociaux. Des milliers d'emplois locaux seront ainsi créés qui ne dépendront plus des caprices d'entreprises multinationales.

Il faut pour cela stopper la spirale de libéralisation du commerce et de l'investissement : l'UE doit

immédiatement cesser ses négociations commerciales et ajourner la conclusion de nouveaux accords, tout comme l'OMC. Alors que l'OMC et les accords l'interdisent, l'UE – et les États si elle ne le fait pas – doit décider, par des restrictions quantitatives et des barrières non tarifaires, de cesser d'importer des produits qui ne satisfont pas aux normes sociales, écologiques et sanitaires européennes. Les fournisseurs de proximité doivent pouvoir systématiquement privilégiés dans les commandes publiques. Enfin, les pouvoirs publics ont à se soustraire aux sanctions qu'autorisent les règles de l'OMC et les traités bilatéraux (mécanismes de règlement des différends entre États ou entre investisseurs et États de type ISDS).

Autre étape indispensable : OMC et UE doivent autoriser les aides d'État qui concernent la satisfaction des besoins fondamentaux de la population – logement, santé, éducation, accès à l'eau et à l'énergie, alimentation. Sinon, comment peut-on espérer enclencher, accompagner et protéger la structuration de filières de production locales ? Par exemple, en matière de santé, les brevets et licences sur les biens et appareils médicaux indispensables doivent être rendus au domaine public. Les vaccins et médicaments vitaux ne doivent plus être accaparés par des laboratoires pharmaceutiques plus soucieux de rémunérer leurs actionnaires (environ 1 000 milliards d'euros en vingt ans) que de contribuer au bien commun. Les pouvoirs publics peuvent casser

les brevets chaque fois que nécessaire afin de produire les médicaments localement, à un coût abordable, sous forme générique. Leur production et leur distribution doivent être socialisées au niveau mondial pour qu'aucune population n'en soit privée, le tout sous la supervision d'une Organisation mondiale de la santé (OMS) réformée et démocratisée.

Relocaliser ici n'implique pas, en effet, de se désolidariser du reste du monde. La reconquête d'une autonomie productive doit aussi concerner les pays du Sud afin qu'ils puissent se passer de notre agriculture ou de notre industrie. Les usines qui approvisionnent les marchés mondiaux seront progressivement reconverties pour les besoins des marchés locaux. Dégager les ressources pour ce faire exige une révolution fiscale coordonnée permettant d'éliminer l'évasion et la fraude fiscales des multinationales, de sorte que les États retrouvent les moyens d'agir et que les plus riches d'entre eux mobilisent des moyens accrus pour la solidarité internationale.

Relocaliser n'oblige nullement à renoncer aux échanges internationaux s'ils sont fondés sur la complémentarité, la coopération et la solidarité. Dans un premier temps, de nombreuses filières ne pourront se passer d'importations venues de loin, notamment parce que l'Europe dispose de peu de matières premières. Mais plusieurs repères peuvent nous guider. Le premier consiste à instaurer un principe de subsidiarité empêchant d'importer ce qui peut être produit localement. Le deuxième fait

des marchés publics un levier de la relocalisation grâce à l'inclusion systématique d'une préférence pour la main-d'œuvre et les fournisseurs locaux<sup>12</sup>. Le troisième plaide pour des secteurs stratégiques réglementés et exclus des règles de la concurrence à partir du moment où ils privilégient les besoins réels, l'environnement et l'emploi.

Quatrième levier: une taxe kilométrique sur tous les modes de transport peut accroître de manière très substantielle le coût du fret et dissuader le transport de marchandises sur de longues distances. Le montant de cette taxe augmentera de façon proportionnelle en fonction du nombre de kilomètres parcourus entre le lieu de production de la marchandise et son lieu de vente. Cette taxe incitera au développement de circuits économiques locaux et régionaux et rendra le commerce de longue distance très peu compétitif. Ainsi, les populations pourront mieux comprendre et décider comment est produit ce qu'elles consomment. En outre, loin d'un protectionnisme mercantile, la taxe kilométrique est un outil coopératif qui renchérit autant les exportations que les importations, dans une perspective de coopération avec les partenaires commerciaux du pays qui en prend l'initiative.

Enfin, certains accords doivent être dénoncés et abandonnés. Peu connu, le Traité sur la Charte de l'énergie (TCE) pourrait saper à lui seul les objectifs de lutte contre le réchauffement climatique. La protection des entreprises du secteur des énergies fossiles qu'il

garantit entrave déjà certaines des politiques nécessaires. L'entreprise allemande Uniper attaque les Pays-Bas en raison de leur décision de fermer des centrales à charbon; l'entreprise britannique Rockhopper s'en prend à l'Italie à la suite de son moratoire sur les forages offshore. Menace pour l'intérêt général, ce traité, qui peut constituer un obstacle aux énergies renouvelables et à l'efficacité énergétique, doit être abandonné, comme le réclament des centaines d'ONG.

### **Renouer avec la solidarité mondiale**

Une telle orientation pourra s'appuyer sur des formes profondément rénovées de solidarité et de coopération internationales. Taxer le kérosène des avions et le fioul des navires afin de réduire les flux internationaux ou instaurer des taxes internationales pour financer l'OMS et la solidarité internationale climatique nécessite un cadre multilatéral coopératif. À l'heure de la guerre commerciale et de l'affaiblissement volontaire de toutes les institutions de coopération internationale, ONU en tête, chercher à les démocratiser et à étendre leurs capacités de coordination solidaire peut apparaître comme un vœu pieux. Pourtant, les mouvements populaires, s'ils sont ancrés dans leurs particularités nationales, en ont profondément conscience: résoudre les défis posés par les inégalités, les pandémies ou les dérèglements climatiques est un enjeu de solidarité internationale obligatoire.

Les pistes en ce sens sont nombreuses, même si les écueils sont immenses. Citons-en quelques-unes: la pandémie de Covid-19 illustre l'urgence d'un véritable «jubilé» – une annulation inconditionnelle – de la dette publique pour desserrer l'étau sur les pays pauvres et leur permettre de faire face à la crise sanitaire et économique. On en est loin, puisque à ce jour seuls de simples et minimes reports d'échéance ont été décidés. C'est pourtant une mesure basique de justice et de réparation: en réalité, les pays du Sud ont déjà largement remboursé leur dette, et ce sont les pays du Nord qui doivent régler leur dette écologique. Celle-ci doit s'accompagner de la mise à disposition de technologies afin d'assurer aux pays du Sud les moyens de la transition, contre la logique des brevets sur les médicaments ou les technologies non polluantes.

Aussi insuffisant soit-il, le droit international existe, avec la Déclaration universelle des droits humains, les résolutions de l'Organisation internationale du travail (OIT), le Pacte international relatif aux droits civils et politiques ou celui relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, la Charte sociale européenne... Il doit être appliqué et reconnu devant toutes les juridictions nationales et internationales. L'ONU et l'ensemble des institutions internationales spécialisées doivent être profondément démocratisées et réorganisées pour satisfaire les besoins des populations. L'OMC refondée doit être rattachée à l'ONU. Et, pour commencer,

les lobbies économiques et financiers doivent en être exclus.

Les droits des migrant-e-s, garantis par les textes internationaux, sont bafoués par la politique française et européenne en matière d'asile et d'immigration, laquelle repose sur le paradigme de la fermeture des frontières et de la forteresse Europe (visas refusés, camps de rétention...). Cette politique emporte avec elle un lourd tribut de morts et de drames, les candidats au départ étant contraints à emprunter des voies de plus en plus périlleuses. Elle transgresse en outre le droit à vivre en famille. La seule alternative digne et humaine est la liberté de circuler et de s'établir dans le pays souhaité, que la décision de migrer résulte d'un choix ou d'une contrainte. Les États devraient garantir les mêmes droits aux migrant-e-s qu'aux nationaux ou ressortissants communautaires: égalité en matière de protection sociale, d'accès à l'emploi et aux services publics.

La justice internationale mérite d'être renforcée de manière décisive. Là aussi, les propositions ne manquent pas. Cela fait presque cinquante ans qu'a commencé la bataille en faveur de régulations internationales contraignantes sur les entreprises, depuis le discours de Salvador Allende devant l'ONU en 1972. Alors que les négociations piétinent depuis plusieurs années dans le cadre du Conseil des droits de l'homme de l'ONU, il est plus que temps qu'un tel traité voie le jour. L'impunité des entreprises cessera enfin, et les populations auront

accès à la justice internationale en cas de violation de leurs droits et de destruction de l'environnement.

Les multinationales peuvent aujourd'hui pratiquer sans crainte des activités qui menacent la sûreté de la planète et de ses populations: il faut reconnaître le crime d'écocide dans le droit international et autoriser les poursuites contre des personnes morales. Les destructeurs et les pollueurs doivent répondre des dommages qu'ils occasionnent, désormais en toute connaissance de cause. Les pouvoirs de la Cour pénale internationale et d'autres instruments existants méritent aussi d'être rénovés et étendus.

### **Europe: désobéir pour reconstruire**

L'Union européenne n'a plus la cote. L'Italie, abandonnée pendant la crise migratoire et l'épidémie, n'y croit plus. Dans les pays du Sud, il n'a pas échappé aux opinions publiques qu'il y avait un lien entre, d'une part, le manque de personnel, d'unités de soins et d'équipements médicaux dans les hôpitaux et, d'autre part, les politiques budgétaires destructrices soutenues activement, voire imposées, par l'Union européenne. L'UE s'est montrée tout aussi incapable d'impulser la solidarité sanitaire que la zone euro la solidarité financière entre les pays membres.

Une société civile européenne vivante s'est constituée, non pas autour des institutions de l'UE, mais dans

les réseaux militants syndicaux, écologistes, féministes, antiracistes, de sans-logis, de soutien aux migrant·e·s... Malheureusement, les mouvements sociaux européens n'ont jamais réussi à peser sur les politiques de l'Union, laquelle se retranche dans des institutions hermétiques aux attentes citoyennes et difficilement réformables. Les référendums nationaux qui s'opposaient aux décisions ou aux projets de l'UE ont été bafoués, le dernier en 2015 quand les Grecs ont rejeté le diktat des institutions européennes avant que leur gouvernement ne finisse par s'y soumettre.

Les souverainistes réclament la sortie de l'Union européenne, mais n'ont que le repli nationaliste comme horizon, faisant de la frontière la seule réponse à tous les problèmes. Le projet d'intégration européenne est plus nécessaire que jamais au vu des défis mondiaux; cependant, il nécessite un changement d'approche complet. La pandémie prouve qu'il faut inverser la hiérarchie des priorités des politiques européennes: la santé, les services publics, la lutte contre le chômage et la pauvreté, la défense du vivant doivent l'emporter sur la « concurrence libre et non faussée»; la relocalisation des activités et la solidarité internationale doivent prendre le pas sur l'extension des accords de commerce et d'investissement.

Les traités et les institutions de l'UE, bloqués par la règle de l'unanimité et les divisions entre le nord et le sud du continent, l'interdisent. Il faut encore et toujours

proposer leur réforme, un vrai budget et une fiscalité ambitieuse, à commencer par des écotaxes et une véritable taxation des transactions financières, un « nivellement par le haut » des droits sociaux et des règles environnementales, un financement direct des États par la BCE, la création d'une grande banque en mesure de financer la transition sur les territoires. Mais, dans l'urgence de la période qui s'ouvre, un groupe de pays désireux d'éviter l'effondrement de tout projet européen ne pourra pas attendre l'unanimité et devra opter pour la désobéissance aux règles actuelles de l'Union, autant que de besoin pour répondre aux besoins sociaux et écologiques. Annulation ou restructuration coordonnée des dettes publiques, plan massif de transition écologique et de développement des services publics, règles sociales et environnementales bien plus ambitieuses, monnaie (émise par les trésors publics) complémentaire à l'euro ou monnaie commune aux pays pionniers se substituant à l'euro si les institutions européennes décident de les exclure: ces gouvernements, poussés par les mobilisations populaires, seront amenés à créer de nouveaux instruments communs pour se donner de l'oxygène et initier ensemble une construction européenne alternative, ouverte aux autres pays qui souhaiteraient leur emboîter le pas.

## CHAPITRE 6

## Trouver l'argent n'est pas magique

Pour un tel plan de relocalisation solidaire et écologique, il faudra de l'argent public. «Il n'y a pas d'argent magique pour les hôpitaux», répondait Emmanuel Macron à une soignante en lutte en avril 2018. Et pourtant, de l'argent, on en a très vite trouvé face à la pandémie, et ce sans baguette magique. Soutenus par les banques centrales, les États ont rassemblé des milliers de milliards afin d'amortir le choc pour les entreprises et les salarié·e·s. Les dettes publiques sont en train d'exploser partout dans le monde. Déjà fleurissent les discours sur le thème «il faudra rembourser», préparant aux futurs plans d'austérité. Pourtant, le dogme néolibéral du caractère sacré des dettes publiques s'effrite lui aussi. Le gouvernement espagnol demande à la BCE de transformer les obligations d'État qu'elle détient en «dette perpétuelle» à faible taux, toujours renouvelée, jamais remboursée. Des personnalités politiques, y compris de droite, demandent

la «monétisation» de la dette – le financement direct des emprunts d'État par la BCE, à l'image de ce qu'a entrepris encore timidement la Banque d'Angleterre.

**C'est la lutte fiscale!**

Depuis cinq ans, les marchés financiers, gavés de liquidités par les banques centrales, acceptent de prêter à certains États à des taux d'intérêt très faibles, voire négatifs. Mais cela ne va pas durer, surtout pour les pays aux économies les plus fragiles, dans le sud de l'Europe. La mise en place de «coronabonds» permettrait de mutualiser les dettes publiques entre pays de la zone euro, mais les maintiendrait sous l'emprise des marchés financiers et la menace d'une envolée des taux d'intérêt.

La situation rappelle celle des années 1930 : une chute vertigineuse de l'activité et un énorme endettement public et privé – plus de 300 % du PIB mondial – dans un contexte d'inflation très faible, voire de baisse des prix. Le risque majeur est celui d'une «déflation par la dette», les entreprises et les ménages endettés réduisant leurs dépenses pour faire face à des charges de remboursement alourdies en termes réels. Un risque encore plus élevé dans les pays du Sud, où aucune protection sociale n'amortit les chocs.

Il faut donc alléger le fardeau des dettes. Des millions de vies sont en jeu. La BCE acceptera-t-elle de réagir à la hauteur des enjeux sociaux en venant directement en

aide aux pays européens en danger? Le FMI se décidera-t-il à annuler les dettes et à émettre massivement des liquidités (droits de tirage spéciaux, DTS), si cruciales pour éviter des tragédies dans le Sud? Les détenteurs de la dette des pays pauvres, souvent déjà remboursée plusieurs fois, consentiront-ils à des annulations pures et simples de créances?

L'actuelle récession ne doit pas être transformée en dépression durable. Les solutions qui s'inventent – ou pas – pendant la crise sanitaire vont donner le ton pour la suite. Pour financer les dépenses sociales d'urgence, outre la monétisation des dettes publiques ou leur transformation en dette perpétuelle, il faut instaurer une taxe exceptionnelle (prélevée en une seule fois) et progressive sur les hauts patrimoines, allant par exemple jusqu'à 90 % au-delà de 1 milliard d'euros. À plus long terme, la croissance des secteurs d'avenir, de l'économie du soin des autres et de la biosphère, nécessite des financements additionnels: il est possible de mobiliser en Europe chaque année 1 000 milliards d'euros pour le climat en combinant les financements directs de la BCE (relayés par une Banque européenne d'investissement profondément rénovée et démocratisée) avec un budget et une fiscalité européenne incluant une taxe sur les transactions financières et une taxe consolidée sur les bénéfices des multinationales, sans oublier la fin de la complaisance envers l'évasion et l'optimisation fiscales organisées par l'Irlande, le Luxembourg ou les Pays-Bas.

À ces nouvelles recettes fiscales doivent correspondre de canaux d'affectation qui privilégient la relocalisation des activités. Ainsi, l'échelon territorial et local est à privilégier pour garantir une véritable décentralisation et assurer aux collectivités des moyens en rapport avec leurs compétences et la dynamisation de l'économie locale. La contractualisation menée ces dernières années, conditionnant les dotations de l'État à la limitation des dépenses, a considérablement réduit leurs capacités. En impliquant les habitant·e·s, notamment via des budgets participatifs, elles doivent pourtant obtenir les moyens de soutenir les activités utiles et soutenables conformes aux besoins locaux.

Le «Green Deal» de la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, se limitera à 100 milliards d'euros par an. Il repose sur la mobilisation supposée des investisseurs privés, sans fiscalité européenne ni financement direct de la BCE. Et, déjà, Business Europe et les multinationales européennes réclament le report des réglementations écologiques, trop contraignantes à leurs yeux. Des mouvements politiques et sociaux de grande ampleur seront nécessaires pour en finir avec ces palinodies.

### **Vers une finance démocratique**

La justice fiscale n'est pas seulement une affaire de ressources budgétaires, c'est aussi une question

démocratique essentielle. Un régime politique où une poignée de milliardaires possèdent des fortunes colossales, contrôlent les médias, influencent ou achètent les élu·e·s, orientent le tissu productif en fonction du seul profit privé, n'est pas un régime démocratique. Réduire les inégalités de revenu et de patrimoine est impératif pour la santé démocratique de nos sociétés. Cela implique de rendre l'impôt sur le revenu plus redistributif, notamment en y réintégrant les revenus du capital et en renforçant fortement sa progressivité pour instituer un revenu maximum, équivalant par exemple à dix smic. L'impôt sur les grandes fortunes, rétabli sous la forme d'un impôt annuel progressif sur le capital avec une assiette élargie, permettra à la fois de renflouer les caisses publiques et de réduire l'influence des oligarques, particulièrement nombreux en France (41 milliardaires, un chiffre multiplié par 4 en quinze ans et un record européen!).

La démocratie comme objectif et comme méthode: c'est notre boussole, y compris en matière fiscale, budgétaire et financière. La discussion du budget ne peut plus être le seul apanage de l'exécutif, des parlementaires et, surtout, de l'administration de Bercy: les citoyen·ne·s doivent y être associé·e·s par des procédures délibératives soigneusement choisies, pour avoir leur mot à dire sur, par exemple, l'importance respective des budgets à consacrer à l'emploi, à la santé, à l'éducation et à l'armée. Au lieu d'avoir pour seule boussole le PIB (auquel

contribuent lourdement les industries d'armement), les décisions économiques et financières doivent être prises en arbitrant entre une pluralité de critères: qualité des services de soin, de l'enseignement, inégalités de revenu, impacts écologiques, de bien-être, etc. – des critères à l'aune desquels les dépenses militaires pourraient bien paraître peu prioritaires, alors qu'elles ne cessent d'augmenter en France et dans le monde.

Les politiques de crédit bancaire visant à sélectionner, en fonction des priorités nationales et locales, les projets d'investissement qui seront concrètement financés sont elles aussi trop importantes pour être fixées sans souci du bien commun, dans le seul intérêt des actionnaires des banques. La socialisation du système bancaire, qui consisterait à le placer sous le contrôle des acteurs concernés (représentant·e·s des salarié·e·s, client·e·s/usager·ère·s, pouvoirs publics, associations environnementales...), sera une avancée décisive pour reprendre en main nos vies, à l'heure où un foyer en difficulté sur cinq se voit prélever 500 euros par an par les banques. La monnaie et le crédit ne devraient-ils pas être des biens communs, tant leur importance est vitale pour le vivre-ensemble et l'avenir de la planète?

## CHAPITRE 7

## La démocratie, une question vitale

Au long de ces pages s'entremêlent des propositions de mesures politiques et des références à des mobilisations collectives et à des mouvements sociaux. Car le carburant, l'énergie sociale qui peut réorienter les politiques publiques ne se trouvera pas dans les prétendues conversions subites déjà affichées par la plupart de nos dirigeants, ni même dans des pétitions ou des manifestes, mais dans la *créativité* autonome des populations, qui inspirera et guidera des constructions politiques alternatives. Depuis 2008, avec les Indignés et Occupy, Nuit debout et les Gilets jaunes, les protestations contre la loi Travail et la réforme des retraites, les vagues internationales du féminisme et du mouvement climat, les récentes insurrections populaires dans de nombreux pays, nous savons que le système représentatif, capturé par les oligarchies, est à bout de souffle. Nous savons aussi qu'une politique de relocalisation et

de reconversion ne pourra pas simplement être décrétée d'en haut : pour être pertinente et populaire, elle devra inclure dès sa conception l'ensemble des citoyen-ne-s, à commencer par les plus précaires. Nous ne manquons pas d'idées en ce qui concerne les institutions à dépasser et celles qu'il faut créer pour progresser vers une démocratie réelle. Mais nous savons que, aussi bien conçues soient-elles, les institutions perdent leur vitalité démocratique si elles ne sont pas sans cesse contestées et aiguillonnées par les mouvements de la société, au plus près des réalités de la vie.

**La démocratie renaît du local**

La gestion «jupitérienne» de la pandémie, déconnectée du réel et de l'intelligence collective présente dans toute la société, a été un désastre humain et sanitaire. Le contraste est frappant entre une classe politique nationale très majoritairement embourbée dans ses routines partidaires et ses conflits d'intérêts et le foisonnement des initiatives de démocratie locale. Dans beaucoup de pays, une dynamique «municipaliste» propose des formes réellement inclusives d'élaboration des projets et de désignation des candidat-e-s. L'action publique vise à la transformation des modes de vie dans la mesure des compétences territoriales (alimentation, transports, logement, environnement, énergie, monnaie complémentaire...). Elle est co-construite avec les citoyen-ne-s,

à qui elle reconnaît leur diversité (sociale, ethno-raciale, de genre, de génération, territoriale...), par le biais d'un travail collectif de décolonisation de la pensée. L'intérêt général n'est plus décrété par les élu·e·s dans leur bureau, mais construit à l'issue de procédures de délibération conflictuelle entre élu·e·s et groupes ou personnes intéressés. C'est le principe politique des communs, où la participation à l'activité sociale est indissociable de la participation aux décisions. Il s'oppose frontalement à l'emprise des lobbies économiques et financiers sur les politiques: le temps est venu de voter une loi de séparation de l'État et du Medef qui interdirait les tourniquets entre haute administration et milieux d'affaires et instaurerait une muraille de Chine entre les intérêts privés et les sphères de décision politique.

Les mouvements sociaux, les expérimentations locales et les travaux de nombreux chercheur·se·s ont ouvert des pistes nouvelles pour rénover la démocratie à une échelle plus vaste. Parmi les principales, les conférences et assemblées législatives de citoyen·ne·s tiré·e·s au sort, ayant un vrai pouvoir de proposition et des méthodes de travail renouvelées qui permettent d'associer jusqu'aux plus exclu·e·s et discriminé·e·s, ou encore la possibilité d'organiser des référendums d'initiative citoyenne à partir d'un certain nombre de signatures (par exemple, un million). Un processus constituant doit être engagé dès que possible, impliquant le plus grand nombre. La République «laïque, démocratique et sociale», comme

dit l'article premier de l'actuelle Constitution, deviendra aussi solidaire, inclusive et écologique: toute loi devra être évaluée à l'aune de ses impacts sur chaque centile de la population et sur les écosystèmes.

Le renouveau de la démocratie restera lettre morte si les grandes firmes et leurs actionnaires continuent à accumuler tous les pouvoirs. Beaucoup de grands groupes industriels et financiers devront être socialisés, mais, pour les entreprises qui demeureront sous contrôle capitaliste, de nouveaux droits d'intervention des salarié·e·s et des parties concernées permettront de s'assurer que les décisions d'investissement sont bien prises dans l'intérêt général, et non dans celui des seuls actionnaires. Cela suppose par exemple de créer partout, en remplacement des comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (CHSCT) supprimés par les ordonnances Macron en 2017, des comités travail-santé-environnement élus directement et dotés de pouvoirs élargis<sup>13</sup>. Ils pourront notamment statuer sur les décisions de l'entreprise quand elles ont d'importantes conséquences sociales ou environnementales, en associant à leurs délibérations des associations et des experts extérieurs. Ils disposeront également d'un droit de veto suspensif en cas de projet patronal dangereux pour la santé physique ou psychique des salarié·e·s ou pour la nature.

### **S'appuyer sur l'expérience des personnes discriminées**

Dans le monde, les 10 % les plus riches émettent 17 fois plus de CO<sub>2</sub> que les 50 % les plus pauvres, pour qui la sobriété n'est pas un choix. Récupération, recyclage, partage, achats groupés, jardins partagés... : ces habitudes de vie représentent une véritable expertise et des savoir-faire importants pour l'ensemble de la société. Ces pratiques écologiques des plus précaires, souvent méprisés, voire discriminés, en raison de leur pauvreté et/ou de leur couleur de peau, ne sont en général pas prises en compte, alors que leur rôle est essentiel, par exemple pour organiser le tri sélectif dans les quartiers populaires, pour permettre l'accès des familles à bas revenus à des produits locaux bon marché, pour soutenir des initiatives de solidarité de voisinage (espaces de recyclage et de gratuité, covoiturage de quartier, soupe populaire...), particulièrement vives dans les périphéries. Les plus précaires inventent des modes de vie et de solidarité beaucoup plus robustes ; leur parole doit être entendue et reconnue par les institutions en charge de la transition. Ils ont le droit de s'auto-organiser, indépendamment des institutions et des structures établies et selon les modalités qui leur conviennent, pour faire valoir leurs revendications ; le revenu de transition pourra soutenir ces initiatives.

Afin d'assurer une participation effective des citoyen·ne·s des quartiers populaires et des discriminé·e·s,

mais aussi des précaires dans les périphéries, plusieurs associations proposent la création d'un Fonds pour la démocratie d'initiative citoyenne qui serait doté annuellement de 5 % du montant total de l'argent public consacré au fonctionnement de la démocratie représentative (partis, élections, etc.). Ce fonds géré démocratiquement pourra financer les initiatives issues des citoyen·ne·s et des habitant·e·s et visant à exercer un contrôle sur les politiques publiques à destination des quartiers, ou à faire émerger des projets renforçant la démocratie directe et participative (formations, référendums locaux, budgets participatifs, etc.).

### **Délibérer sur l'après-Covid**

Nous sommes nombreux, très nombreuses, sans doute majoritaires, à penser qu'il n'est pas possible de redémarrer comme avant. D'abord parce que, faute de masques, d'équipements de protection, de tests et d'une réorganisation adéquate du travail, les conditions sanitaires au moment du déconfinement ne sont pas remplies. Ensuite parce qu'il est absurde de relancer des activités inutiles et polluantes sans se donner le temps de penser et d'organiser leur reconversion. Il faut retarder autant que possible le redémarrage des activités non essentielles, tout en préservant l'emploi et le revenu des salarié·e·s qui en dépendent. C'est possible grâce aux mesures financières et fiscales évoquées dans ce Manifeste.

Le confinement et ses conséquences sociales terribles (pour les sans-logis et les mal-logé-e-s, pour les plus précaires, pour les plus âgé-e-s...) ont conduit dans les quartiers et les territoires ruraux à de multiples actions de solidarité s'appuyant sur les réseaux associatifs et militants déjà constitués, mais aussi sur des habitant-e-s nouvellement investi-e-s, par exemple les brigades de solidarité populaire ou les voisins de familles rurales. Dans la crise sociale qui commence, il nous faudra poursuivre et amplifier toutes ces dynamiques.

Le débat sur l'utilité sociale des productions a commencé de façon imprévue à l'occasion de la pandémie. Contre la poursuite des activités non essentielles, on a vu de nombreuses protestations, des retraits individuels ou collectifs, des grèves qui ont parfois forcé à la fermeture des usines (Alstom) ou des entrepôts (Amazon). Reprendre et généraliser ce débat, à l'aune non seulement de la vie sous épidémie, mais de la vie tout court, doit servir de boussole.

Comment l'organiser, à tous les niveaux de la société, afin d'imaginer les «gestes "barrière" contre le retour à la production d'avant crise» dont nous avons besoin? Plusieurs propositions sont en discussion ou en cours d'expérimentation. Le sociologue Bruno Latour a lancé une plate-forme en ligne pour recueillir des cahiers de doléances<sup>14</sup>. Le collectif #NousLesPremiers propose de créer sur les territoires, au plus proche des citoyen-ne-s, des «fabriques de la transition» pour concevoir des

«plans de relance juste et durable» qui seraient promus par un Conseil national de la transition<sup>15</sup>.

Ces propositions sont stimulantes, mais risquent de demeurer peu opérantes sans la mobilisation, sur les lieux de vie et de travail, des citoyen-ne-s et des habitant-e-s. Il leur appartient, avec leurs organisations, de se réunir en assemblées populaires dans les quartiers, dans les villages, dans les entreprises et les services publics, dans les régions et les branches d'industrie, pour délibérer, pour s'organiser, pour commencer à prendre soin des autres, de nous-mêmes, de la nature dont nous sommes, pour définir et mettre en œuvre les priorités sociales et écologiques en matière de production, de services, de financement...

Sans doute, pour orienter les débats et les délibérations sur l'après-Covid, serait-il utile de mettre au cœur des discussions les questions de santé publique, de santé au travail et de santé environnementale, afin de mieux les défendre et les articuler. On sait peu de chose sur la dynamique de l'épidémie de Covid-19: comment continue-t-elle à se propager? Comment a évolué le profil des malades au fil du temps? Combien étaient confinés, et combien continuaient de travailler, avec quelles protections, dans quels secteurs, essentiels ou non? Les décisions prises à l'Élysée le sont quasiment à l'aveuglette. Des enquêtes menées localement sur ces questions seraient précieuses: parmi les proches, les voisin-e-s, les collègues, qui a été contaminé? Quelles conditions et quelles

situations ont favorisé la propagation de l'épidémie? Qui en est responsable? Comment aurait-on pu l'éviter? Comment prendre les transports, continuer le travail, dans les conditions actuelles? Quelles conséquences sur l'épidémie et, à plus long terme, sur la santé de la planète? Quelles propositions pouvons-nous faire, pour tout de suite et pour plus tard?

### **Reprendre la rue et l'initiative**

Comme toujours, les tribunes dans la presse et les manifestes ne suffiront évidemment pas à déclencher l'indispensable basculement. Il y faudra l'entrée en mobilisation de la population dans toute sa diversité et dans tous ses lieux de vie, les entreprises, les territoires, les quartiers, les lycées et les universités... Une fois levé le confinement, les registres d'action sont multiples: manifestations, universités populaires, forums citoyens, occupations de lieux publics, de places, de zones à défendre ou d'entreprises... Certains multiplieront à grande échelle les actions de désobéissance civile non violente contre des cibles symboliques, comme nous l'avons fait avec les réquisitions de chaises dans les agences des banques implantées dans des paradis fiscaux, les occupations de magasins Apple, les blocages d'entrepôts Amazon, les décrochages de portraits du président de la République... Nous nous joindrons aux actions citoyennes visant à démontrer l'absurdité du

retour au «monde d'avant», à la relance de la machine consumériste, comme si rien ne s'était passé.

Nous chercherons systématiquement à construire ces actions en associant les diverses composantes populaires. Ainsi, les actions altermondialistes à l'encontre des multinationales prédatrices sont le plus souvent menées conjointement par des organisations syndicales et des associations écologistes ou de défense des droits. Rien ne serait plus tragique que de voir les syndicalistes s'opposer aux écologistes sur les questions de reconversion, les élu·e·s locaux aux associations de solidarité sur les questions de droits des migrant·e·s, les militant·e·s contre l'oppression de classe à celles et ceux qui luttent contre l'oppression sexiste ou raciale, les villages aux quartiers pour l'accès à la terre...

Le monde de demain, nous le construisons dès maintenant dans les coopératives de production ou d'activité, dans les associations qui organisent le travail des personnes privées d'emploi ou les circuits courts entre productrices et consommateurs, dans les municipalités qui rendent le pouvoir aux habitant·e·s, dans l'action syndicale pour revaloriser le travail, sa qualité et maîtriser ses finalités, dans les associations qui défendent la dignité des discriminé·e·s, qui promeuvent la santé des personnes et du vivant, dans les mouvements politiques qui cherchent à sortir des ornières de la délégation et des dominations, dans les zones à défendre, d'autonomie ou de gratuité, qui veulent échapper à l'emprise du capitalisme...

Le terme d'«intersectionnalité» exprime cet impératif des luttes sociales aujourd'hui: rechercher les complémentarités sans hiérarchiser ni opposer les luttes contre les différentes formes de domination et d'oppression. Une révolution s'impose dans les rapports de pouvoir qui structurent aujourd'hui nos sociétés et nos rapports à la nature, et elle ne sera possible que si les travailleuses et travailleurs, les femmes, les personnes discriminées en raison de leur origine ou de leur orientation sexuelle, s'y engagent activement. Leur action commune devra en même temps respecter de façon absolue l'autonomie de pensée, d'organisation et d'action de chacun-e: il n'y a ni sauveur suprême ni cause supérieure, mais une nécessité impérieuse pour les dominé·e·s – et pour l'humanité dans son ensemble – d'agir pour développer les solidarités et sauver le vivant.

## Conclusion

La pandémie actuelle met notre monde à l'épreuve du réel, de la nécessité, de l'essentiel. Elle constitue un choc de réalité. L'expérience présente est celle, concrète et vécue, y compris dans l'intime, d'un monde devenu au moins temporairement indisponible. Le capitalisme néolibéral, l'industrialisme forcené, qui, au nom d'une promesse d'amélioration infinie, sacrifient les possibilités d'habiter le monde et la Terre, nous empoisonnent réellement. Nous faisons l'expérience concrète de la complexité du vivant, de la trame à laquelle nous appartenons et qui ne peut être appropriée, des interdépendances humaines et non humaines. L'injustice, la violence et la mise en cause concrète et quasi assumée de «l'égalité des humains» ne peuvent plus se cacher sous les tapis d'une idéologie du progrès.

Sur le devant de la scène sont apparus des pans de la société jusque-là déconsidérés et rendus invisibles, sans

lesquels le choc sanitaire aurait conduit à des situations de chaos ingérable. Ce sont des expériences de travail, des métiers, souvent féminisés, souvent *low tech*, et pas seulement des «emplois» statistiques, qui ont permis d'assurer l'essentiel. Ce sont aussi les milliers d'expériences autogérées de solidarité et d'entraide, de proximité sociale, qui surgissent à l'occasion des désastres, à rebours de l'idéologie de la guerre de tous contre tous et de la concurrence. C'est enfin la confirmation pratique que les alternatives construites depuis de nombreuses années, ces utopies concrètes, services publics, circuits courts, coopératives, récupération des communs, sont protectrices et émancipatrices. Ces activités relèvent le plus souvent du soin, du *care*, de la réparation, de l'entretien, de l'éducation, du recyclage, de l'entraide. Comme les écoféministes nous y invitent, elles ont à être reconnues et instituées, non comme le complément dit «reproductif» d'un ordre productif inchangé, mais comme des valeurs et des activités capables de destituer l'obsession productiviste et techniciste, la primauté de l'extraction, de la production et de la croissance.

Certes, nous sommes tou·te·s, à des degrés divers, affecté·e·s par la crise sanitaire, sociale et économique – et par toutes les autres crises auxquelles elle se superpose. Les plus précaires, les personnes discriminées paient le plus lourd tribut. Mais le système lui-même est au moins temporairement ébranlé. Beaucoup de multinationales voient le sol se dérober sous leurs pieds.

Elles doivent quémander l'aide de gouvernements eux-mêmes affaiblis dans leur légitimité. La mondialisation néolibérale est largement discréditée, le mot de relocalisation est dans toutes les bouches. Pour le pire ou pour le meilleur : cela dépend de nous.

La pandémie bouscule les imaginaires et les certitudes, elle nous engage à repenser concrètement nos propres formes de solidarité, de lutte et de mobilisation. La période que nous vivons est lourde de menaces, écologiques, sociales, politiques, mais elle porte aussi en elle les germes de potentiels épanouissements. Il nous appartient de nous en saisir et de les faire fructifier. Dans nos luttes à venir, dans la manière dont nous inventons les alternatives, il nous faut mieux penser l'imbrication des hiérarchies sociales, écologiques, raciales, de genre. Lors de l'élaboration de ce manifeste, nos difficultés à y intégrer des militant·es non blanc·hes racisé·es est une alerte significative sur les progrès qui nous restent à faire. À une organisation sociale fondée sur l'appropriation du vivant et sa destruction, ainsi que sur la hiérarchisation des humains – jusqu'au tri des patients, des travailleurs et des travailleuses en première ligne –, nous opposons la solidarité et la conscience de notre interdépendance. Il nous faut donner du sens au travail, à la politique, construire la résilience sociale et écologique, nouer des complicités et des alliances inédites. Nous ne sommes pas en guerre ; nous sommes en manque de *care*.

## Notes

1. Bruno Latour, « Imaginer les gestes “barrière” contre le retour à la production d’avant crise », 29 mars 2020, <http://www.bruno-latour.fr/sites/default/files/downloads/P-202-AOC-03-20.pdf>.

2. Voir Jérôme Baschet, « Qu’est-ce qu’il nous arrive? », Lundi Matin, 13 avril 2020, <https://lundi.am/Qu-est-ce-qu-il-nous-arrive-par-Jerome-Baschet>.

3. Voir Jean Gadrey, « Le krach financier qui se profile », blog Alternatives économiques, 13 décembre 2017, actualisé le 12 octobre 2018, <https://blogs.alternatives-economiques.fr/gadrey/2017/12/03/le-krach-financier-qui-se-profile-article-actualise-le-12-octobre-2018>.

4. Attac France et Fondation Copernic, « Un autre projet de retraites est possible! », 23 janvier 2020, <https://france.attac.org/nos-publications/notes-et-rapports/article/rapport-un-autre-projet-de-retraites-est-possible>.

5. Témoignage publié sur le site Sauvons l’université!, 15 mars 2020, <http://www.sauvonsluniversite.com/spip.php?article8685>.

6. Observatoire national de la pauvreté et de l’exclusion sociale, « Les budgets de référence », <https://onpes.gouv.fr/les-budgets-de-reference-26.html>.

7. Dominique Plihon, « La planification écologique: une approche institutionnaliste », 3 avril 2020, <https://france.attac.org/nos-publications/les-possibles/numero-23-printemps-2020/dossier-la-planification-pour-la-transition-sociale-et-ecologique/article/la-planification-ecologique-une-approche-institutionnaliste-7330>.

8. Voir Jean-Pierre Hardy, « Lucas Aerospace: contre-plans ouvriers alternatifs », Association Autogestion, 26 novembre 2018, <https://autogestion.asso.fr/lucas-aerospace-contre-plans-ouvriers-alternatifs/>.

9. Philippe Le Bé, « Comment la France expérimente le revenu de transition écologique », La Pensée écologique, 9 janvier 2020, <https://lapenseeecologique.com/comment-la-france-experimente-le-revenu-de-transition-ecologique/>.

10. NégaWatt, « Scénario négaWatt 2017-2050. Réussir la transition énergétique en France », 2019, [https://negawatt.org/IMG/pdf/scenario-negawatt\\_2017-2050\\_brochure-12pages.pdf](https://negawatt.org/IMG/pdf/scenario-negawatt_2017-2050_brochure-12pages.pdf).

11. Attac France, « Basculer la fiscalité carbone sur les entreprises les plus polluantes et jusqu’ici largement exonérées », 27 novembre 2018, <https://france.attac.org/nos-publications/notes-et-rapports/article/basculer-la-fiscalite-carbone-sur-les-entreprises-les-plus-polluantes-et-jusqu>.

12. Aitec, « Collectivités locales, reprendre la main, c’est possible! », juin 2019, <https://aitec.reseau-ipam.org/spip.php?article1663>.

13. Emmanuel Dockès, « Après France Télécom: de nouveaux droits pour la santé et l’environnement », blog Mediapart, 20 décembre 2019, <https://blogs.mediapart.fr/emmanuel-dockes/blog/201219/apres-france-telecom-de-nouveaux-droits-pour-la-sante-et-l-environnement>.

14. « Où atterrir après la pandémie? », <https://ouatterrir.media-lab.sciences-po.fr/#/>.

15. « #NousLesPremiers: un scénario démocratique pour le “monde d’après” », <https://www.democratieouverte.org/nousles-premiers-scenario-democratique/>.